



## **Informations financières consolidées au 31 décembre 2015**

**Conseil d'administration du 10 février 2016**

### **SoLocal Group**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 233 259 384 euros

Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex

R.C.S. Nanterre 552 028 425

## SOMMAIRE

1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2015 .....	3
1.1. Présentation générale .....	3
1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2015 .....	5
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des activités poursuivies .....	7
1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation des activités poursuivies .....	7
1.2.3. Analyse du résultat de la période des activités poursuivies .....	8
1.2.3.1. Charges financières nettes des activités poursuivies.....	8
1.2.3.2. Résultat récurrent de la période des activités poursuivies .....	8
1.2.3.3. Résultat de la période des activités poursuivies .....	8
1.2.3.4. Présentation du résultat et des flux de trésorerie consolidés avec le détail des « Activités poursuivies » et des « Activités désengagées » .....	10
1.2.3.5. Chiffre d'affaires et principaux indicateurs par verticale .....	12
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées .....	14
1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées .....	17
1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2016.....	17
1.6. Événements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2015.....	17
1.7. Recherche et développement .....	17
1.8. Données financières trimestrielles .....	18
2. Comptes consolidés .....	22
Etat du résultat consolidé .....	22
Etat du résultat global.....	23
Etat de situation financière .....	24
Etat de variation des capitaux propres consolidés .....	25
Etat des flux de trésorerie .....	26
Note 1 – Informations relatives au Groupe .....	27
Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2015.....	27
Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation .....	29
3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8 .....	29
3.2 - Consolidation .....	29
3.3 - Opérations en devises .....	29
3.4 - Présentation des états financiers .....	30
3.5 - Chiffre d'affaires.....	30
3.6 - Frais de publicité et assimilés .....	31
3.7 - Résultat par action.....	31
3.8 - Ecarts d'acquisition .....	31
3.9 - Autres immobilisations incorporelles .....	32
3.10 - Immobilisations corporelles.....	33
3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé .....	33
3.12 - Actifs et passifs financiers .....	34
3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers.....	34
3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers.....	35
3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés.....	35
3.13 - Stocks .....	36
3.14 - Impôts différés .....	36
3.15 - Provisions .....	37
3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires .....	37
3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi .....	37
3.16.2 - Autres avantages à long terme .....	38
3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail.....	38
3.17 - Rémunération en actions .....	38
3.18 - Actions propres .....	39
Note 4 - Information sectorielle.....	40
4.1 - Par secteur d'activité.....	41
4.2 - Par zone géographique.....	41
Note 5 - Variation du périmètre de consolidation .....	42
Note 6 - Charges de personnel.....	42
Note 7 - Autres produits et charges d'exploitation .....	43

Note 8 – Charges financières nettes.....	43
Note 9 - Impôt sur les sociétés .....	44
9.1 - Preuve d'impôt groupe .....	44
9.2 - Impôt au bilan .....	45
Note 10 - Résultat par action .....	46
Note 10 - Résultat par action .....	46
Note 11 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées.....	46
Note 12 - Autres immobilisations incorporelles .....	47
Note 13 - Immobilisations corporelles .....	48
Note 14 - Autres actifs disponibles à la vente.....	49
Note 15 - Autres actifs financiers non courants .....	49
Note 16 - Instruments financiers dérivés .....	49
Note 17 - Stocks nets .....	49
Note 18 - Créances clients.....	50
Note 19 – Coût d'acquisition de contrats .....	50
Note 20 - Autres actifs courants .....	51
Note 21 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs .....	51
Note 22 - Capitaux propres.....	52
22.1 - Capital social.....	52
22.2 - Autres réserves et autres éléments du résultat global.....	52
22.3 - Actions propres .....	52
22.4 - Dividendes.....	53
Note 23 - Dettes fournisseurs .....	53
Note 24 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs.....	53
Note 25 - Stock options et actions gratuites.....	57
25.1 - Description des plans .....	57
25.1.1 - Stock options .....	57
25.1.2 - Actions gratuites.....	57
25.2 - Evolution des plans de stock options et actions gratuites sur l'exercice .....	58
25.3 - Description des modèles d'évaluation .....	58
25.4 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions .....	59
Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net.....	60
Note 27 - Produits constatés d'avance.....	62
Note 28 – Instruments financiers .....	63
28.1 - Instruments financiers inscrits au bilan.....	63
28.2 - Effet en résultat des instruments financiers.....	64
Note 29 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital .....	64
Note 30 - Informations sur les parties liées.....	67
30.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration .....	67
30.2 - Transactions avec les parties liées.....	67
Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan .....	68
Note 32 - Litiges .....	70
Note 33 - Informations sur les activités poursuivies et désengagées, au 31 décembre 2015 .....	71
Note 34 - Honoraires des commissaires aux comptes.....	75
Note 35 - Périmètre de consolidation .....	76
Note 36 - Evénements postérieurs à la clôture .....	76

# 1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2015

---

## 1.1. Présentation générale

---

Le programme Digital 2015 a transformé SoLocal en un Groupe Internet dont la mission est de « révéler les savoir-faire locaux partout et stimuler l'activité locale des entreprises dignes de confiance ». Le Groupe offre à ses clients des services et solutions digitales pour accroître leur visibilité et des contacts au niveau local et créé et met à jour le meilleur contenu local professionnel et personnalisé pour les utilisateurs.

Les activités du Groupe se décomposent en deux segments : le segment « Internet », et le segment « Imprimés & Vocal ».

### Internet

La croissance Internet du Groupe repose sur deux lignes de produit : « search local » d'une part, et « marketing digital » d'autre part.

Les produits « search local » constituent le socle historique des activités internet de SoLocal Group et représentent la plus grosse partie du chiffre d'affaires internet. Le Groupe se diversifie de plus en plus dans les activités dites de « marketing digital », principalement en proposant de nouvelles offres de service à sa base de clients « search local » existante.

- **Search local** : les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'informations à contenu local. Les produits afférents reposent très largement sur les grands médias du Groupe « pagesjaunes.fr », « Mappy » et « Ooreka » (ex - « ComprendreChoisir ») ainsi que sur les partenariats établis par le Groupe avec notamment Bing, Google et Apple.
- **Marketing digital** : Les produits et services de marketing digital permettent de renforcer la pertinence de la présence des clients du Groupe sur le Web et s'articulent autour de trois axes :
  - Sites et contenus : parmi les solutions de présence digitale, SoLocal Group propose la création et l'hébergement de sites Web et leur référencement sur pagesjaunes.fr, les partenaires affiliés et les moteurs de recherche (SEO – référencement naturel, ou SEM – référencement payant). Les sites développés par SoLocal Group pour le compte de ses clients sont compatibles avec un usage mobile.
  - Programmation local et adwords : des solutions de ciblage des internautes (offre ADhesive) permettent d'étendre la visibilité des sites des clients du Groupe sur des portails premium partenaires. Le Groupe a également renforcé son expertise dans la gestion des campagnes d'adwords pour le compte de ses clients par l'acquisition d'Effilab fin 2015.
  - Services transactionnels : le Groupe propose également des services transactionnels adaptés aux besoins spécifiques de certains professionnels, PagesJaunesdoc dédié aux professionnels de la santé et PagesJaunesresto, un service de commande en ligne la livraison de plats cuisinés auprès des restaurants de proximité référencés.

## **Imprimés & Vocal**

Il s'agit principalement de l'activité relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (*PagesJaunes, l'Annuaire*).

Sur le plan commercial, le Groupe est organisé autour de 6 business units, 5 verticales « marchés » SoLocal Commerce, SoLocal B2B, SoLocal Habitat, SoLocal Services, SoLocal Santé et Public, et SoLocal Network dédiée aux marques et réseaux, grands comptes et clients internationaux.

Cette organisation vise à améliorer l'expérience clients et à répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés aux besoins des différents marchés.

## 1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2015

Au cours de l'exercice 2015, le Groupe s'est désengagé de quatre activités non rentables et non en croissance (« activités désengagées ») :

- régie Internet display Horizon Media ;
- media social local ZoomOn ;
- « daily deals » de Lookingo ;
- devis de travaux en ligne de Sotravo

Les comptes publiés par le Groupe au 31 décembre 2015 se décomposent comme suit :

Consolidé, Activités poursuivies, Activités désengagées.

Montants en millions d'euros	Période close le 31 décembre 2015				Période close le 31 décembre 2014			
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	
			Récurrent	Exceptionnel			Récurrent	Exceptionnel
<b>Chiffre d'affaires</b>	878,0	5,3	<b>872,6</b>	-	936,2	14,6	<b>921,6</b>	-
<b>EBITDA récurrent</b>	260,9	(9,5)	<b>270,3</b>	-	301,1	(9,6)	<b>310,7</b>	-
<b>EBITDA</b>	211,1	(10,1)	<b>270,3</b>	<b>(49,1)</b>	266,9	(9,6)	<b>310,7</b>	<b>(34,3)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	142,8	(26,3)	<b>218,2</b>	<b>(49,1)</b>	214,2	(15,1)	<b>263,6</b>	<b>(34,3)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	59,3	(26,3)	<b>134,7</b>	<b>(49,1)</b>	116,1	(15,1)	<b>165,5</b>	<b>(34,3)</b>
<b>Résultat de la période</b>	26,6	(15,9)	<b>72,6</b>	<b>(30,0)</b>	59,3	(13,4)	<b>94,0</b>	<b>(21,2)</b>

Dans la présentation de ses résultats depuis le 3ème trimestre 2015, et dans le présent rapport d'activité, SoLocal Group isole la dynamique des activités poursuivies de celle des activités dont il s'est désengagé. Les indicateurs de performance financière sont commentés sur le périmètre des activités poursuivies.

Au 31 décembre 2015, le résultat net des activités désengagées s'élève à -15,9 millions d'euros en recul de -18,1% par rapport au 31 décembre 2014.

## Compte de résultat consolidé des activités poursuivies au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014

SoLocal Group	Activités poursuivies						
	Période close le 31 décembre 2015			Période close le 31 décembre 2014*			variation récurrent 2015/2014*
	Total	Récurrent	Exceptionnel	Total	Récurrent	Exceptionnel	
En millions d'euros							
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>872,6</b>	<b>872,6</b>	-	<b>921,6</b>	<b>921,6</b>	-	<b>-5,3%</b>
Charges externes nettes	(208,2)	(208,2)	-	(214,6)	(214,6)	-	-3,0%
Frais de personnel	(394,1)	(394,1)	-	(396,3)	(396,3)	-	-0,6%
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>270,3</b>	<b>270,3</b>	-	<b>310,7</b>	<b>310,7</b>	-	<b>-13,0%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>31,0%</i>	<i>31,0%</i>	-	<i>33,7%</i>	<i>33,7%</i>	-	
Elements exceptionnels	(49,1)	-	(49,1)	(34,3)	-	(34,3)	-
<b>EBITDA</b>	<b>221,2</b>	<b>270,3</b>	<b>(49,1)</b>	<b>276,5</b>	<b>310,7</b>	<b>(34,3)</b>	<b>-13,0%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,3%</i>	<i>31,0%</i>	-	<i>30,0%</i>	<i>33,7%</i>	-	
Dépréciations et amortissements	(52,2)	(52,2)	-	(47,2)	(47,2)	-	10,6%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>169,1</b>	<b>218,2</b>	<b>(49,1)</b>	<b>229,3</b>	<b>263,6</b>	<b>(34,3)</b>	<b>-17,2%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>19,4%</i>	<i>25,0%</i>	-	<i>24,9%</i>	<i>28,6%</i>	-	
Produits financiers	1,9	1,9	-	1,6	1,6	-	18,8%
Charges financières	(85,5)	(85,5)	-	(99,7)	(99,7)	-	-14,2%
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(83,6)</b>	<b>(83,6)</b>	-	<b>(98,1)</b>	<b>(98,1)</b>	-	<b>-14,8%</b>
Quote-part de résultat des entreprises	0,1	0,1	-	(0,0)	(0,0)	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>85,6</b>	<b>134,7</b>	<b>(49,1)</b>	<b>131,2</b>	<b>165,5</b>	<b>(34,3)</b>	<b>-18,6%</b>
Impôt sur les sociétés	(43,0)	(62,1)	19,1	(58,5)	(71,5)	13,0	-13,1%
<b>Résultat de la période</b>	<b>42,5</b>	<b>72,6</b>	<b>(30,0)</b>	<b>72,7</b>	<b>94,0</b>	<b>(21,2)</b>	<b>-22,8%</b>

(\* Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2))

## Détail du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des activités poursuivies, au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014

SoLocal Group	Activités poursuivies		
	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 31 décembre 2014*	Variation 2015/2014*
En millions d'euros			
Internet	640,2	617,9	3,6%
Imprimés & Vocal	232,5	303,7	-23,4%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>872,6</b>	<b>921,6</b>	<b>-5,3%</b>
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du</i>	<i>73,4%</i>	<i>67,0%</i>	
Internet	201,4	202,0	-0,3%
Imprimés & Vocal	68,9	108,7	-36,6%
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>270,3</b>	<b>310,7</b>	<b>-13,0%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>			
<i>Internet</i>	<i>31,5%</i>	<i>32,7%</i>	
<i>Imprimés &amp; Vocal</i>	<i>29,6%</i>	<i>35,8%</i>	

(\* Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2))

## 1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des activités poursuivies

Le chiffre d'affaires atteint 872,6 millions d'euros en 2015, en baisse de -5,3% par rapport à 2014 :

- Le chiffre d'affaires Internet progresse de +3,6%, tiré principalement par l'accélération de l'activité Marketing digital (+9,3%) grâce au programme local et aux sites Internet et contenus, et par la croissance de l'ARPA du Search Local, atténuée partiellement par de moindres investissements en conquête client.
- Le chiffre d'affaires Imprimés & Vocal recule de -23,4% sur la période.

L'EBITDA récurrent s'établit à 270,3 millions d'euros en 2015, en baisse de -13,0% par rapport à 2014, principalement du fait de la baisse de -36,6% de l'EBITDA Imprimés & Vocal compensée partiellement par une stabilisation de l'EBITDA Internet.

Le taux de marge EBITDA/CA atteint 31% en 2015, une baisse limitée de 2,7 points par rapport à 2014, grâce à la réalisation du plan d'amélioration opérationnelle :

- Désengagement de quatre activités internet non rentables et non en croissance
- Grande discipline dans la gestion des ressources et des coûts en baisse de -1% par rapport à 2014, et dans la mise en œuvre du plan de départs volontaires
- Rationalisation des processus

## 1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation des activités poursuivies

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation récurrent des activités poursuivies du Groupe au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 :

SoLocal Group	Activités poursuivies						
	Période close le 31 décembre 2015			Période close le 31 décembre 2014*			variation récurrent 2015/2014*
	Total	Récurrent	Exceptionnel	Total	Récurrent	Exceptionnel	
En millions d'euros							
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>270,3</b>	<b>270,3</b>	-	<b>310,7</b>	<b>310,7</b>	-	<b>-13,0%</b>
Elements exceptionnels	(49,1)	-	(49,1)	(34,3)	-	(34,3)	-
<b>EBITDA</b>	<b>221,2</b>	<b>270,3</b>	<b>(49,1)</b>	<b>276,5</b>	<b>310,7</b>	<b>(34,3)</b>	<b>-13,0%</b>
Dépréciations et amortissements	(52,2)	(52,2)	-	(47,2)	(47,2)	-	10,6%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>169,1</b>	<b>218,2</b>	<b>(49,1)</b>	<b>229,3</b>	<b>263,6</b>	<b>(34,3)</b>	<b>-17,2%</b>
En % du chiffre d'affaires	19,4%	25,0%	-5,6%	24,9%	28,6%	-3,7%	

(\* Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

Les dépréciations et amortissements du Groupe s'élèvent à -52,2 millions d'euros en 2015 contre -47,2 millions d'euros en 2014, soit une augmentation de +5,0 millions d'euros (+10,6%) qui s'explique principalement par une augmentation des dotations aux amortissements en ligne avec le programme d'investissement Digital 2015.



Le résultat d'exploitation récurrent du Groupe est en baisse de -17,2% par rapport à 2014 à 218,2 millions d'euros. Cette baisse de -45,4 millions d'euros résulte pour 40,4 millions d'euros de la baisse de l'EBITDA récurrent et de l'augmentation des dotations aux amortissements de 5,0 millions d'euros.

### 1.2.3. Analyse du résultat de la période des activités poursuivies

le tableau suivant présente le résultat de la période des activités poursuivies du Groupe au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 :

SoLocal Group	Activités poursuivies						
	Période close le 31 décembre 2015			Période close le 31 décembre 2014*			variation récurrent 2015/2014*
	Total	Récurrent	Exceptionnel	Total	Récurrent	Exceptionnel	
En millions d'euros							
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>169,1</b>	<b>218,2</b>	<b>(49,1)</b>	<b>229,3</b>	<b>263,6</b>	<b>(34,3)</b>	<b>-17,2%</b>
Produits financiers	1,9	1,9	-	1,6	1,6	-	18,8%
Charges financières	(85,5)	(85,5)	-	(99,7)	(99,7)	-	-14,2%
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(83,6)</b>	<b>(83,6)</b>	<b>-</b>	<b>(98,1)</b>	<b>(98,1)</b>	<b>-</b>	<b>-14,8%</b>
Quote-part de résultat des entreprises	0,1	0,1	-	(0,0)	(0,0)	-	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>85,6</b>	<b>134,7</b>	<b>(49,1)</b>	<b>131,2</b>	<b>165,5</b>	<b>(34,3)</b>	<b>-18,6%</b>
Impôt sur les sociétés	(43,0)	(62,1)	19,1	(58,5)	(71,5)	13,0	-13,1%
<b>Résultat de la période</b>	<b>42,5</b>	<b>72,6</b>	<b>(30,0)</b>	<b>72,7</b>	<b>94,0</b>	<b>(21,2)</b>	<b>-22,8%</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

#### 1.2.3.1. Charges financières nettes des activités poursuivies

Les charges financières nettes du Groupe représentent -83,6 millions d'euros, en diminution de -14,8% principalement sous l'effet de la diminution de l'encours moyen de la dette entre les 2 périodes suite au remboursement en juin 2014 de 400 millions d'euros de l'emprunt bancaire. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 6,20% au 31 décembre 2014 à 6,37% au 31 décembre 2015, soit une légère augmentation de 17 points de base liée à un poids plus important au 31 décembre 2015 qu'au 31 décembre 2014 de l'emprunt obligataire dans les sources de financement partiellement compensée par une politique de couverture plus favorable.

Les charges financières nettes comprennent également l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 13,1 millions d'euros au 31 décembre 2014 qui incluait notamment un amortissement accéléré des frais suite au refinancement intervenu en juin 2014. La variation de la juste valeur des instruments de couverture (part constatée au compte de résultat) a représenté un produit de +1,4 million d'euros au 31 décembre 2015 contre +1,0 million d'euros au 31 décembre 2014. Ces instruments sont arrivés à échéance en septembre 2015.

#### 1.2.3.2. Résultat récurrent de la période des activités poursuivies

La charge d'impôt sur les sociétés s'établit à -62,1 millions d'euros en 2015, en repli de -13,1% par rapport à 2014.

Le résultat récurrent des activités poursuivies s'élève à +72,6 millions d'euros en 2015, soit une baisse de -22,8% par rapport à 2014.

#### 1.2.3.3. Résultat de la période des activités poursuivies

La contribution des éléments exceptionnels au résultat net s'élève à -30,0 millions d'euros. Ils sont essentiellement liés à la provision de -35,0 millions d'euros constituée suite aux décisions de justice qui ont annulé l'homologation par la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) du Plan de Sauvegarde de l'Emploi

(PSE) approuvé à la majorité des organisations syndicales de PagesJaunes SA fin 2013, et à la provision constituée au titre du Plan de départs volontaires dans le cadre du plan d'amélioration opérationnelle.

Le résultat net du Groupe atteint +26,6 millions d'euros en 2015, soit une baisse de -55,1% par rapport à 2014.

## 1.2.3.4. Présentation du résultat et des flux de trésorerie consolidés avec le détail des « Activités poursuivies » et des « Activités désengagées »

(Montants en milliers d'euros,  
excepté les données relatives aux actions)

	Période close le 31 décembre 2015				Période close le 31 décembre 2014			
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	
			Récurrent	Exceptionnel			Récurrent	Exceptionnel
Chiffre d'affaires	877 959	5 317	872 642	-	936 193	14 589	921 604	-
Charges externes nettes	(217 051)	(8 818)	(208 232)	-	(230 564)	(15 938)	(214 626)	-
Frais de personnel	(400 051)	(5 966)	(394 085)	-	(404 526)	(8 270)	(396 256)	-
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>260 858</b>	<b>(9 467)</b>	<b>270 325</b>	<b>-</b>	<b>301 103</b>	<b>(9 619)</b>	<b>310 722</b>	<b>-</b>
Elements exceptionnels	(49 730)	(630)	-	(49 100)	(34 221)	40	-	(34 261)
<b>EBITDA</b>	<b>211 128</b>	<b>(10 097)</b>	<b>270 325</b>	<b>(49 100)</b>	<b>266 882</b>	<b>(9 579)</b>	<b>310 722</b>	<b>(34 261)</b>
Dépréciations et amortissements	(68 325)	(16 166)	(52 159)	-	(52 685)	(5 534)	(47 151)	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>142 803</b>	<b>(26 263)</b>	<b>218 166</b>	<b>(49 100)</b>	<b>214 197</b>	<b>(15 113)</b>	<b>263 571</b>	<b>(34 261)</b>
Produits financiers	1 923	-	1 923	-	1 580	-	1 580	-
Charges financières	(85 535)	(2)	(85 533)	-	(99 704)	(15)	(99 689)	-
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(83 612)</b>	<b>(2)</b>	<b>(83 610)</b>	<b>-</b>	<b>(98 124)</b>	<b>(15)</b>	<b>(98 109)</b>	<b>-</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	107	-	107	-	(6)	-	(6)	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>59 298</b>	<b>(26 265)</b>	<b>134 663</b>	<b>(49 100)</b>	<b>116 067</b>	<b>(15 128)</b>	<b>165 456</b>	<b>(34 261)</b>
Impôt sur les sociétés	(32 649)	10 386	(62 103)	19 068	(56 772)	1 681	(71 472)	13 019
<i>Taux d'impôt effectif hors MEE</i>	<i>-55,2%</i>	<i>-39,5%</i>	<i>-46,2%</i>	<i>-38,8%</i>	<i>-48,9%</i>	<i>-11,1%</i>	<i>-43,2%</i>	<i>-38,0%</i>
<b>Résultat de la période</b>	<b>26 649</b>	<b>(15 879)</b>	<b>72 560</b>	<b>(30 032)</b>	<b>59 295</b>	<b>(13 447)</b>	<b>93 983</b>	<b>(21 242)</b>

En millions d'euros	2015	2014	Variation
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>270,3</b>	<b>310,7</b>	<b>-13,0%</b>
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA	9,8	11,4	-14,0%
Variation du besoin en fonds de roulement	(10,5)	(37,5)	+72,0%
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(75,5)	(67,9)	-11,2%
Résultat financier (dé)encaissé	(79,4)	(86,1)	+7,8%
Eléments non récurrents	(27,9)	(25,0)	-11,6%
Frais d'acquisition des titres de participation & d'actifs	-	-	-
Impôt sur les sociétés décaissé	(19,9)	(58,4)	+65,9%
<b>Cash flow net des activités poursuivies</b>	<b>66,8</b>	<b>47,0</b>	<b>+42,1%</b>
Cash flow net des activités désengagées	(8,5)	(9,1)	+6,6%
<b>Cash flow net</b>	<b>58,3</b>	<b>37,9</b>	<b>+53,8%</b>
Augmentation (diminution) des emprunts	(33,8)	(475,9)	+92,9%
Augmentation de capital nette de frais	2,4	422,6	-99,4%
Autres	(17,2)	(14,1)	-22,0%
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>9,8</b>	<b>(29,5)</b>	<b>+133,2%</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	43,6	73,1	-40,4%
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>53,3</b>	<b>43,6</b>	<b>+22,2%</b>

### 1.2.3.5. Chiffre d'affaires et principaux indicateurs par verticale

<b>SoLocal Group</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Variation 2015 / 2014</b>
<b>Chiffre d'affaires Internet</b>	<b>640,2</b>	<b>617,9</b>	<b>3,6%</b>
<b>Chiffre d'affaires Search local</b>	<b>496,3</b>	<b>486,2</b>	<b>2,1%</b>
<i>Nombre de visites (en millions)</i>	2238	2046	9,4%
<i>ARPA (en €)</i>	940	874	7,6%
<i>Nombre de clients (en millier)</i>	528	556	-5,1%
<b>Chiffre d'affaires Marketing digital</b>	<b>143,9</b>	<b>131,7</b>	<b>9,3%</b>
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)</i>	22%	21%	2,3%
<b>Chiffre d'affaires Imprimés &amp; Vocal</b>	<b>232,5</b>	<b>303,7</b>	<b>-23,4%</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>872,6</b>	<b>921,6</b>	<b>-5,3%</b>

La contribution par verticale des activités françaises du Groupe se décompose comme suit :

<b>Habitat</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Variation 2015 / 2014</b>
<b>Chiffre d'affaires Internet</b>	<b>182,7</b>	<b>175,6</b>	<b>4,0%</b>
<b>Chiffre d'affaires Search local</b>	<b>147,8</b>	<b>144,3</b>	<b>2,4%</b>
<i>ARPA (en €)</i>	1272	1161	9,5%
<i>Nombre de clients (en millier)</i>	116	124	-6,5%
<b>Chiffre d'affaires Marketing digital</b>	<b>34,9</b>	<b>31,3</b>	<b>11,5%</b>
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)</i>	24%	23%	4,9%
<b>Chiffre d'affaires Imprimés &amp; Vocal</b>	<b>80,6</b>	<b>104,6</b>	<b>-22,9%</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>263,3</b>	<b>280,2</b>	<b>-6,0%</b>

<b>Commerce</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Variation 2015 / 2014</b>
<b>Chiffre d'affaires Internet</b>	<b>130,4</b>	<b>123,4</b>	<b>5,7%</b>
<b>Chiffre d'affaires Search local</b>	<b>101,6</b>	<b>100,5</b>	<b>1,1%</b>
<i>ARPA (en €)</i>	696	651	7,1%
<i>Nombre de clients (en millier)</i>	146	154	-5,5%
<b>Chiffre d'affaires Marketing digital</b>	<b>28,8</b>	<b>22,9</b>	<b>25,6%</b>
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)</i>	16%	16%	5,2%
<b>Chiffre d'affaires Imprimés &amp; Vocal</b>	<b>35,9</b>	<b>48,7</b>	<b>-26,2%</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>166,3</b>	<b>172,0</b>	<b>-3,3%</b>

<b>Santé &amp; Public</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Variation 2015 / 2014</b>
<b>Chiffre d'affaires Internet</b>	<b>71,4</b>	<b>64,3</b>	<b>10,9%</b>
<b>Chiffre d'affaires Search local</b>	<b>61,3</b>	<b>55,4</b>	<b>10,7%</b>
<i>ARPA (en €)</i>	741	692	7,1%
<i>Nombre de clients (en millier)</i>	83	80	3,3%
<b>Chiffre d'affaires Marketing digital</b>	<b>10,1</b>	<b>9,0</b>	<b>12,4%</b>
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)</i>	11%	10%	7,9%
<b>Chiffre d'affaires Imprimés &amp; Vocal</b>	<b>34,9</b>	<b>42,3</b>	<b>-17,5%</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>106,3</b>	<b>106,7</b>	<b>-0,4%</b>

<b>Services</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Variation 2015 / 2014</b>
<b>Chiffre d'affaires Internet</b>	<b>124,1</b>	<b>119,1</b>	<b>4,2%</b>
<b>Chiffre d'affaires Search local</b>	<b>94,4</b>	<b>92,7</b>	<b>1,9%</b>
<i>ARPA (en €)</i>	1231	1143	7,8%
<i>Nombre de clients (en millier)</i>	77	81	-5,5%
<b>Chiffre d'affaires Marketing digital</b>	<b>29,7</b>	<b>26,4</b>	<b>12,4%</b>
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)</i>	24%	23%	3,4%
<b>Chiffre d'affaires Imprimés &amp; Vocal</b>	<b>50,4</b>	<b>66,1</b>	<b>-23,7%</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>174,5</b>	<b>185,1</b>	<b>-5,7%</b>

<b>BtoB</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Variation 2015 / 2014</b>
<b>Chiffre d'affaires Internet</b>	<b>110,3</b>	<b>112,7</b>	<b>-2,1%</b>
<b>Chiffre d'affaires Search local</b>	<b>91,2</b>	<b>93,4</b>	<b>-2,4%</b>
<i>ARPA (en €)</i>	1053	999	5,4%
<i>Nombre de clients (en millier)</i>	87	94	-7,4%
<b>Chiffre d'affaires Marketing digital</b>	<b>19,2</b>	<b>19,3</b>	<b>-0,7%</b>
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)</i>	18%	17%	8,7%
<b>Chiffre d'affaires Imprimés &amp; Vocal</b>	<b>30,6</b>	<b>42,0</b>	<b>-27,2%</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>140,9</b>	<b>154,7</b>	<b>-8,9%</b>

### 1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie des **activités poursuivies** du Groupe au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 :

SoLocal Group	Activités poursuivies		
	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 31 décembre 2014*	Variation 2015/2014*
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	141,9	114,6	27,3
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(83,0)	(81,7)	(1,3)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(34,6)	(52,9)	18,3
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	(0,0)	0,0	(0,0)
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>24,2</b>	<b>(20,0)</b>	<b>44,2</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	43,6	72,8	(29,2)
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période</b>	<b>67,8</b>	<b>52,8</b>	<b>15,0</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

La trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies du Groupe s'élèvent à 67,8 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 52,8 millions d'euros en 2014.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 141,9 millions d'euros en 2015 contre 114,6 millions d'euros en 2014, soit une hausse de 27,3 millions d'euros avec principalement :

- un EBITDA récurrent des activités poursuivies de 270,3 millions d'euros en 2015, en baisse de 40,4 millions d'euros par rapport en 2014,
- une baisse de 3,9 millions d'euros de décaissements d'éléments exceptionnels (dont frais de restructuration),
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 10,5 millions d'euros en 2015 contre une hausse de 37,5 millions d'euros en 2014, soit une variation favorable de 27,0 millions d'euros entre les deux périodes,
- un décaissement net de 79,4 millions d'euros au titre des intérêts financiers en 2015 contre 86,1 millions d'euros en 2014,
- un décaissement de 19,9 million d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés en 2015 contre 58,4 millions d'euros en 2014.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 83,0 millions d'euros en 2015, en hausse par rapport au décaissement de 81,7 millions d'euros constaté en 2014, avec principalement :

- 76,1 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles en 2015 contre 69,5 millions d'euros en 2014,
- 13,3 million d'euros au titre d'acquisition de titres de participation et de compléments de prix nets de la trésorerie acquise en 2015 (acquisition d'Effilab le 31 décembre 2015) contre 8,2 millions d'euros en 2014 (prise de contrôle à 100% de LeadFormance, Retail Explorer),
- 4,1 millions d'euros de produits de cession de titres de participation en 2015,

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 34,6 millions d'euros en 2015 contre 52,9 millions d'euros en 2014 soit une baisse de 18,3 millions d'euros avec principalement :

- une diminution de 20,0 millions d'euros correspondant au remboursement en 2015 de la ligne de crédit revolving tirée fin 2014,
- une diminution de 15,0 millions d'euros (valeur nominale) liée au rachat d'une partie de la tranche A7 en 2015 contre une diminution de 83,6 millions d'euros liée aux remboursements contractuels de l'emprunt bancaire en 2014,
- une augmentation de capital réservée aux salariés pour 2,6 millions d'euros en 2015,
- des décaissements sur les actions propres pour 3,2 millions d'euros en 2015 contre 0,4 million d'euros en 2014,
- une diminution de 400,0 millions d'euros liée au remboursement d'une partie de l'emprunt bancaire suite à sa renégociation, les frais décaissés se sont élevés à 17,7 millions d'euros en 2014,
- une augmentation de capital nette des frais de souscription de 422,6 millions d'euros en 2014,
- un décaissement de 12,1 millions d'euros au titre des frais liés au refinancement en 2014.



Le tableau suivant présente **l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé** pour les exercices clos au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 :

<b>SoLocal Group (Consolidé)</b>	<b>Période close</b>	<b>Exercice clos le</b>
	<b>le 31 décembre</b>	<b>31 décembre</b>
En millions d'euros	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Intérêts courus non échus	0,1	0,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	53,6	46,2
<b>Trésorerie brute</b>	<b>53,7</b>	<b>46,4</b>
Découverts bancaires	(0,4)	(2,8)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>53,3</b>	<b>43,6</b>
Emprunts bancaires	800,5	813,8
Emprunt obligataire	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	-	20,0
Frais d'émission d'emprunts	(18,4)	(25,8)
Dettes de crédit-bail	0,7	0,8
Juste valeur des instruments de couverture	-	9,9
Compléments de prix	2,8	1,4
Intérêts courus non échus	4,1	5,1
Autres dettes financières	4,2	4,1
<b>Endettement financier brut</b>	<b>1 143,9</b>	<b>1 179,4</b>
<b>Endettement net</b>	<b>1 090,5</b>	<b>1 135,8</b>
<b>Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts</b>	<b>1 108,9</b>	<b>1 151,6</b>

La dette nette du Groupe est en baisse de 45,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014. Elle s'élève à 1 090,5 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 1 135,8 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2015, elle est principalement composée :

- d'un emprunt bancaire tranche A7, d'un montant total de 798,8 millions d'euros (dont 15,2 millions d'euros de cash sweep), la maturité finale est mars 2018 (ou mars 2020 sur option),
- d'une ligne de crédit revolving d'un montant total de 49,2 millions d'euros. Au 31 décembre 2015, elle n'était pas tirée,
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 350,0 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable mi-2018,
- d'une trésorerie nette de 53,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, le montant disponible au titre de la ligne de crédit revolving s'élève à 49,2 millions d'euros. En incluant la trésorerie au 31 décembre 2015, les liquidités disponibles s'élèvent ainsi à 102,5 millions d'euros.

Hors frais d'émission d'emprunts, soit 18,4 millions d'euros au 31 décembre 2015, la dette nette s'élève à 1 108,9 millions d'euros au 31 décembre 2015.

## 1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées

---

Se référer aux notes 30 à 32 des comptes consolidés.

## 1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2016

---

Les principaux risques et incertitudes identifiés par le Groupe concernent :

- Les activités opérationnelles et la stratégie du groupe : la diminution de l'usage des annuaires imprimés combinée à une concurrence croissante sur le marché de la publicité en ligne, une dégradation des conditions économiques, l'incertitude sur le modèle économique de la publicité en ligne ou encore l'appauvrissement du contenu de ses services sont autant de facteurs de risques qui pourraient avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.
- Les aspects financiers : compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.
- Les aspects juridiques : la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs (cf. note 32 des comptes consolidés).

## 1.6. Evénements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2015

---

Néant

## 1.7. Recherche et développement

---

A la pointe dans son secteur, le Groupe SoLocal développe une activité de recherche et d'innovation performante grâce à ses équipes et à de nombreux partenariats. Ces équipes sont constituées des meilleurs spécialistes dans leurs domaines de compétences respectifs dans le but de favoriser l'innovation et l'excellence.

## 1.8. Données financières trimestrielles

### Chiffre d'affaires par trimestre

En millions d'euros	T1 2014	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015
<b>Chiffre d'affaires Internet</b>	<b>150,4</b>	<b>157,7</b>	<b>149,3</b>	<b>160,5</b>	<b>157,9</b>	<b>167,3</b>	<b>151,8</b>	<b>163,2</b>
<b>Search local</b>	<b>118,7</b>	<b>123,7</b>	<b>117,9</b>	<b>125,9</b>	<b>126,3</b>	<b>126,4</b>	<b>118,7</b>	<b>124,9</b>
<i>Nombre de visites (en M)</i>	486	504	531	526	555	553	568	560
<i>ARPA<sup>1</sup> (en €)</i>	211	219	212	232	234	237	226	243
<i>Nombre de clients (en K)</i>	564	565	555	542	539	534	525	515
<b>Marketing digital</b>	<b>31,7</b>	<b>34,1</b>	<b>31,4</b>	<b>34,6</b>	<b>31,6</b>	<b>40,9</b>	<b>33,1</b>	<b>38,3</b>
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)<sup>2</sup></i>	21%	21%	21%	22%	22%	22%	22%	22%
<b>Chiffre d'affaires Imprimés &amp; Vocal</b>	<b>61,7</b>	<b>93,8</b>	<b>76,8</b>	<b>71,3</b>	<b>49,0</b>	<b>72,0</b>	<b>60,5</b>	<b>51,0</b>
<b>Chiffre d'affaires des activités poursuivies</b>	<b>212,1</b>	<b>251,5</b>	<b>226,2</b>	<b>231,8</b>	<b>206,9</b>	<b>239,3</b>	<b>212,3</b>	<b>214,2</b>
Chiffre d'affaires des activités désengagées	3,6	3,6	3,1	4,3	2,4	1,7	0,9	0,3
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>215,7</b>	<b>255,1</b>	<b>229,3</b>	<b>236,1</b>	<b>209,2</b>	<b>241,0</b>	<b>213,2</b>	<b>214,6</b>

<sup>1</sup>Average Revenue Per Advertiser : Revenu publicitaire moyen par client

<sup>2</sup>Pourcentage des clients Internet possédant un produit « Marketing digital »

### EBITDA récurrent par trimestre

En millions d'euros	T1 2014	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015
EBITDA Internet récurrent	58,6	51,4	52,5	39,5	44,4	58,3	57,8	40,9
<i>EBITDA / CA</i>	39%	33%	35%	25%	28%	35%	38%	25%
EBITDA Imprimés & Vocal récurrent	25,0	36,1	29,2	18,4	12,4	23,7	20,4	12,4
<i>EBITDA / CA</i>	40%	39%	38%	26%	25%	33%	34%	24%
<b>EBITDA récurrent des activités poursuivies</b>	<b>83,6</b>	<b>87,5</b>	<b>81,6</b>	<b>57,9</b>	<b>56,8</b>	<b>82,0</b>	<b>78,3</b>	<b>53,3</b>
<i>EBITDA / CA</i>	39%	35%	36%	25%	27%	34%	37%	25%
EBITDA récurrent des activités désengagées	(1,8)	(2,1)	(3,1)	(2,6)	(2,6)	(2,4)	(2,8)	(1,7)
<b>EBITDA récurrent consolidé</b>	<b>81,8</b>	<b>85,4</b>	<b>78,5</b>	<b>55,4</b>	<b>54,2</b>	<b>79,6</b>	<b>75,5</b>	<b>51,6</b>
<i>EBITDA / CA</i>	38%	33%	34%	23%	26%	33%	35%	24%

### Compte de résultat par trimestre

En millions d'euros	T1 2014	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>212,1</b>	<b>251,5</b>	<b>226,2</b>	<b>231,8</b>	<b>206,9</b>	<b>239,3</b>	<b>212,2</b>	<b>214,2</b>
Charges externes nettes	(44,6)	(57,7)	(48,8)	(63,5)	(47,6)	(50,6)	(51,0)	(59,0)
Frais de personnel	(83,9)	(106,2)	(95,7)	(110,4)	(102,5)	(106,7)	(83,0)	(101,9)
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>83,6</b>	<b>87,5</b>	<b>81,6</b>	<b>57,9</b>	<b>56,8</b>	<b>82,0</b>	<b>78,3</b>	<b>53,3</b>
Eléments exceptionnels	(9,3)	(0,7)	(24,4)	0,2	(0,4)	(1,8)	(1,8)	(45,0)
<b>EBITDA</b>	<b>74,3</b>	<b>86,8</b>	<b>57,2</b>	<b>58,1</b>	<b>56,4</b>	<b>80,1</b>	<b>76,5</b>	<b>8,3</b>
Dépréciations et amortissements	(10,1)	(12,4)	(11,6)	(13,1)	(11,4)	(10,4)	(13,0)	(17,3)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>64,2</b>	<b>74,4</b>	<b>45,7</b>	<b>45,0</b>	<b>44,9</b>	<b>69,7</b>	<b>63,4</b>	<b>(9,0)</b>
Charges financières nettes	(27,8)	(30,0)	(18,6)	(21,7)	(22,1)	(20,9)	(21,2)	(19,5)
Quote-part de résultat des entreprises associées	0,0	(0,2)	0,5	(0,3)	0,1	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>36,4</b>	<b>44,2</b>	<b>27,6</b>	<b>23,0</b>	<b>23,0</b>	<b>48,9</b>	<b>42,3</b>	<b>(28,6)</b>
Impôt sur les sociétés	(15,3)	(17,4)	(14,0)	(11,8)	(7,9)	(22,4)	(19,9)	7,1
<i>Taux d'imposition</i>	42,0%	39,3%	50,8%	51,2%	34,2%	45,8%	47,0%	24,7%
<b>Résultat des activités poursuivies</b>	<b>21,1</b>	<b>26,8</b>	<b>13,6</b>	<b>11,2</b>	<b>15,1</b>	<b>26,5</b>	<b>22,4</b>	<b>(21,5)</b>
Résultat des activités désengagées	(1,6)	(6,1)	(3,0)	(2,8)	(2,7)	(4,9)	(5,5)	(2,8)
<b>Résultat net</b>	<b>19,5</b>	<b>20,7</b>	<b>10,6</b>	<b>8,4</b>	<b>12,4</b>	<b>21,6</b>	<b>16,9</b>	<b>(24,2)</b>

**Tableau des flux de trésorerie par trimestre**

En millions d'euros	T1 2014	T2 2014	T3 2014	T4 2014	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>83,6</b>	<b>87,5</b>	<b>81,6</b>	<b>57,9</b>	<b>56,8</b>	<b>82,0</b>	<b>78,3</b>	<b>53,3</b>
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA	2,1	2,8	2,8	3,7	2,9	1,9	4,5	0,5
Variation du besoin en fonds de roulement	17,4	(5,0)	(48,9)	(1,0)	(4,5)	(2,8)	(24,4)	21,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(16,3)	(18,5)	(15,2)	(18,0)	(15,9)	(18,3)	(18,6)	(22,8)
Résultat financier (dé)encaissé	(12,6)	(24,9)	(18,7)	(29,9)	(12,4)	(30,1)	(12,8)	(24,2)
Eléments non récurrents	(3,5)	(5,9)	(6,7)	(8,8)	(5,1)	(7,8)	(7,2)	(7,8)
Frais d'acquisition des titres de participation & d'actifs	(0,1)	(0,1)	(0,2)	-	-	-	-	-
Impôt sur les sociétés décaissé	(18,8)	(24,0)	(14,7)	(1,0)	0,1	(0,7)	(7,9)	(11,3)
<b>Cash flow net des activités poursuivies</b>	<b>51,9</b>	<b>11,9</b>	<b>(20,0)</b>	<b>2,9</b>	<b>21,9</b>	<b>24,2</b>	<b>11,8</b>	<b>8,8</b>
Cash flow net des activités désengagées	(0,9)	(2,5)	(4,1)	(1,6)	(1,2)	(1,7)	(2,5)	(3,1)
<b>Cash flow net</b>	<b>51,0</b>	<b>9,4</b>	<b>(24,1)</b>	<b>1,3</b>	<b>20,7</b>	<b>22,5</b>	<b>9,3</b>	<b>5,7</b>
Augmentation (diminution) des emprunts	(39,0)	(450,4)	(4,6)	18,2	(18,6)	(1,3)	(10,4)	(3,5)
Augmentation de capital nette de frais	-	422,9	(0,2)	(0,0)	-	2,6	-	(0,1)
Autres	(2,2)	(12,1)	(0,4)	0,9	(3,7)	6,6	(2,1)	(17,9)
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>9,8</b>	<b>(30,3)</b>	<b>(29,4)</b>	<b>20,3</b>	<b>(1,6)</b>	<b>30,3</b>	<b>(3,2)</b>	<b>(15,8)</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	73,1	82,9	52,7	23,2	43,6	42,0	72,3	69,2
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>82,9</b>	<b>52,7</b>	<b>23,2</b>	<b>43,6</b>	<b>42,0</b>	<b>72,3</b>	<b>69,2</b>	<b>53,3</b>

## Glossaire

**Chiffre d'affaires Internet** : somme du chiffre d'affaires des activités Search local et Marketing digital

**Chiffre d'affaires Search local** : le chiffre d'affaires concerne l'activité Search local composée des services de communication locale proposés par le Groupe dans ses sites propres, notamment PagesJaunes, Mappy, Ooreka (nouveau nom de ComprendreChoisir), A Vendre A Louer ou chez ses partenaires, notamment Google, Bing, Apple, Facebook.

**Chiffre d'affaires Marketing Digital** : le chiffre d'affaires concerne le Marketing digital articulé autour de 3 lignes de produits :

- Services transactionnels : en particulier la prise de rendez-vous chez les médecins (PagesJaunes Doc) et la réservation, la commande de repas auprès des restaurants (PagesJaunes Resto) et les bons plans de professionnels. SoLocal Group abandonne les «daily deals», peu fidélisants, et se concentre sur les bons plans de PagesJaunes plus valorisés par ses clients.
- Programmatique local : SoLocal Group se focalise exclusivement sur le programmatique local qui présente les plus fortes opportunités de croissance. Le Groupe accélère ses investissements dans cette technologie en s'appuyant sur la richesse de sa data locale et le succès de son offre ADhesive lancée en début d'année.
- Sites web et contenus : cette ligne de produits est aujourd'hui l'activité phare du Marketing digital du Groupe. Largement présent à l'international à travers des partenariats ou ses filiales (QDQ, Leadformance, SoLocal UK) le Groupe poursuit le développement de ces activités pour assurer la meilleure promotion des savoir-faire locaux de ses clients.

**Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal** : somme des revenus issus d'une part des activités « annuaires imprimés » relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches) et d'autre part des activités concernant le marketing direct traditionnel (logistique, affranchissement, mailing) et les services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008) ainsi que l'annuaire inversé QuiDonc

**Nombre de clients Search local** : nombre de clients moyens de la période (moyenne des clients présents au début et à la fin de la période considérée) possédant un produit de la gamme Search local

**ARPA Search local** : chiffre d'affaires de la période considérée rapporté au nombre de clients moyens de la période

**Taux de pénétration du Marketing Digital** : nombre de clients moyens de la période considérée possédant un produit de la gamme Marketing Digital, rapporté au nombre de clients moyens possédant un produit de la gamme Search local sur la même période.

**Reach** (indicateur défini et publié par Nielsen Médiamétrie)

**Nombre de visiteurs uniques d'un site** : nombre d'internautes / mobinautes / tablonauts ayant visité un site sur un mois donné

**Reach** : il représente le trafic, en visiteurs uniques, d'un site ou d'un groupe sur un mois donné. Il peut être exprimé en volume (nombre de visiteurs uniques) ou en ratio (par rapport à une population de référence pour le mois concerné). Le Reach du Groupe ne concerne que ses propres services. Aucun des media partenaires externes en « déportation » ne sont pris en compte dans cet indicateur

**Audiences** (indicateur de visites mesuré par SoLocal Group)

**Déportalisées** : audiences indirectes sur des contenus de marque PagesJaunes en dehors des media digitaux PagesJaunes (notamment Bing, Yahoo!, Ooreka, ...)

**SEO & affiliés** : audiences sur les media digitaux PagesJaunes ayant pour origine des partenaires affiliés (MSN, Nosibay, Free et Alice, Planet, L'internaute) et des moteurs de recherches (SEO, « Search Engine Optimisation »)

**PagesJaunes**: audiences suite à la volonté exprimée d'un utilisateur d'accéder aux media digitaux PagesJaunes (accès direct et recherche de marque sur un moteur de recherche)

## 2. Comptes consolidés

### Etat du résultat consolidé

<i>(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)</i>	Notes	<b>Période close le 31 décembre 2015</b>	<b>Période close le 31 décembre 2014 (*)</b>
Chiffre d'affaires		877 959	936 193
Charges externes nettes		(217 051)	(230 564)
Frais de personnel	6	(400 051)	(404 526)
<b>EBITDA récurrent</b>		<b>260 858</b>	<b>301 103</b>
Elements exceptionnels	7	(49 730)	(34 221)
<b>EBITDA</b>		<b>211 128</b>	<b>266 882</b>
Dépréciations et amortissements		(68 325)	(52 685)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>142 803</b>	<b>214 197</b>
Produits financiers		1 923	1 580
Charges financières		(85 535)	(99 704)
<b>Charges financières nettes</b>	8	<b>(83 612)</b>	<b>(98 124)</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées		107	(6)
Impôt sur les sociétés	9	(32 649)	(56 772)
<b>Résultat de la période</b>		<b>26 649</b>	<b>59 295</b>
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de SoLocal Group		26 639	59 286
- Participation ne donnant pas le contrôle		10	9
<b>Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de SoLocal Group (en euros)</b>			
<b>Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions moyen pondéré</b>			
- de base		0,69	3,13
- dilué		0,65	3,00
<b>Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions existantes (au 31 décembre)</b>			
- de base		0,69	1,53
- dilué		0,66	1,45

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

## Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)

	Notes	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 31 décembre 2014 (*)
<b>Report résultat de la période</b>		<b>26 649</b>	<b>59 295</b>
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture :			
- Montant brut		8 601	9 291
- Impôt différé		(1 401)	(3 530)
<b>- Montant net d'impôt</b>	16	<b>7 200</b>	<b>5 761</b>
Réserves écarts actuariels IFC :			
- Montant brut		9 289	(2 666)
- Impôt différé		(3 193)	919
<b>- Montant net d'impôt</b>		<b>6 096</b>	<b>(1 747)</b>
Ecarts de conversion des activités à l'étranger		6	11
<b>Total autres éléments du résultat global net d'impôt</b>		<b>13 302</b>	<b>4 025</b>
<b>Résultat global total net d'impôt</b>		<b>39 951</b>	<b>63 320</b>
Résultat global total attribuable aux :			
- Actionnaires de SoLocal Group		39 941	63 311
- Participation ne donnant pas le contrôle		10	9

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)



## Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>Période close le 31 décembre 2015</b>	<b>Période close le 31 décembre 2014 (*)</b>
<b>Actif</b>			
Ecart d'acquisition nets	11	95 107	82 467
Autres immobilisations incorporelles nettes	12	123 384	107 265
Immobilisations corporelles nettes	13	28 381	25 269
Participations dans les entreprises associées	5	-	2 272
Actifs disponibles à la vente	14	179	340
Autres actifs financiers non courants	15	4 097	4 616
Impôts différés actifs	9	-	6 928
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>251 148</b>	<b>229 157</b>
Stocks nets	17	653	1 253
Créances clients nettes	18	352 623	441 786
Coût d'acquisition de contrats	19	37 714	46 669
Autres actifs courants	20	24 096	29 032
Créances d'impôt sur les sociétés	9	16 815	18 983
Charges constatées d'avance		9 374	9 431
Autres actifs financiers courants		12 866	13 187
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26	53 695	46 354
<b>Total des actifs courants</b>		<b>507 836</b>	<b>606 695</b>
<b>Total actif</b>		<b>758 983</b>	<b>835 852</b>
<b>Passif</b>			
Capital social		233 259	232 345
Prime d'émission		364 544	362 899
Réserves		(1 938 166)	(1 993 474)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de SoLocal Group		26 639	59 286
Autres éléments du résultat global		(9 081)	(22 377)
Actions propres		(5 209)	(7 151)
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires de SoLocal Group</b>	22	<b>(1 328 014)</b>	<b>(1 368 472)</b>
Participation ne donnant pas le contrôle		79	69
<b>Total capitaux propres</b>		<b>(1 327 935)</b>	<b>(1 368 403)</b>
Dettes financières et dérivés non courants	26	1 118 265	1 139 637
Avantages du personnel - non courants	24	84 986	90 439
Provisions - non courantes	24	33 654	16 910
Autres passifs non courants		2	30
Impôts différés passifs	9	7 248	-
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>1 244 155</b>	<b>1 247 016</b>
Découverts bancaires et autres emprunts courants	26	21 907	37 461
Intérêts courus non échus	26	4 061	5 060
Provisions - courantes	24	32 968	22 864
Dettes fournisseurs	23	95 391	98 923
Avantages du personnel - courants	24	120 904	117 615
Autres passifs courants	24	84 163	99 886
Dettes d'impôt sur les sociétés	9	59	51
Produits constatés d'avance	27	483 309	575 379
<b>Total des passifs courants</b>		<b>842 764</b>	<b>957 239</b>
<b>Total passif</b>		<b>758 983</b>	<b>835 852</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

## Etat de variation des capitaux propres consolidés

(Montants en milliers d'euros)

	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>277 002 259</b>	<b>56 197</b>	<b>98 676</b>	<b>(10 004)</b>	<b>(1 985 255)</b>	<b>(26 391)</b>	<b>1</b>	<b>(1 866 777)</b>	<b>60</b>	<b>(1 866 717)</b>
<i>IFRIC21</i>					1 040			1 040		1 040
<b>Solde au 1er janvier 2014 (*)</b>	<b>277 002 259</b>	<b>56 197</b>	<b>98 676</b>	<b>(10 004)</b>	<b>(1 984 215)</b>	<b>(26 391)</b>	<b>1</b>	<b>(1 865 737)</b>	<b>60</b>	<b>(1 865 677)</b>
Résultat global total de la période					59 413			59 413	9	59 422
Autres éléments du résultat global, net de taxe					-	4 014	11	4 025		4 025
<b>Résultat global total de la période, net de taxe</b>					<b>59 413</b>	<b>4 014</b>	<b>11</b>	<b>63 438</b>	<b>9</b>	<b>63 447</b>
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	880 742 416	176 148	264 223		(12 205)			428 166		428 166
Rémunération en actions					2 935			2 935	-	2 935
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	1 725 308			2 853				2 853		2 853
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>1 159 469 983</b>	<b>232 345</b>	<b>362 899</b>	<b>(7 151)</b>	<b>(1 934 073)</b>	<b>(22 377)</b>	<b>12</b>	<b>(1 368 345)</b>	<b>69</b>	<b>(1 368 276)</b>
<i>IFRIC21</i>					(127)			(127)		(127)
<b>Solde au 31 décembre 2014 (*)</b>	<b>1 159 469 983</b>	<b>232 345</b>	<b>362 899</b>	<b>(7 151)</b>	<b>(1 934 200)</b>	<b>(22 377)</b>	<b>12</b>	<b>(1 368 472)</b>	<b>69</b>	<b>(1 368 403)</b>
Résultat global total de la période					26 639			26 639	10	26 649
Autres éléments du résultat global, net de taxe					-	13 296	6	13 301		13 301
<b>Résultat global total de la période, net de taxe</b>					<b>26 639</b>	<b>13 296</b>	<b>6</b>	<b>39 940</b>	<b>10</b>	<b>39 950</b>
Impact regroupement d'actions du 26 octobre 2015	(1 120 820 984)							-		-
Augmentation de capital dans le cadre de l'ORS	152 326	914	1 645		(92)			2 467		2 467
Rémunération en actions					(3 891)			(3 891)	-	(3 891)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(11 550)			1 942				1 942		1 942
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>38 789 776</b>	<b>233 259</b>	<b>364 544</b>	<b>(5 209)</b>	<b>(1 911 544)</b>	<b>(9 081)</b>	<b>17</b>	<b>(1 328 014)</b>	<b>79</b>	<b>(1 327 935)</b>

## Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>Période close le 31 décembre 2015</b>	<b>Période close le 31 décembre 2014 (*)</b>
<b>Résultat attribuable aux actionnaires de SoLocal Group</b>		<b>26 639</b>	<b>59 286</b>
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition	11 & 13	54 848	52 198
Variation des provisions	21	27 360	15 924
Rémunération en actions		2 865	4 351
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		13 735	487
Produits et charges d'intérêts	8	72 505	83 654
Instruments de couverture	8	11 107	14 470
Ecart de change non réalisé		-	-
Charge d'impôt de l'exercice	9	32 649	56 772
Quote-part de résultat des entreprises associées		(107)	6
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		10	9
Diminution (augmentation) des stocks		600	(338)
Diminution (augmentation) des créances clients		83 795	(38 812)
Diminution (augmentation) des autres créances		12 288	8 114
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(2 386)	13 086
Augmentation (diminution) des autres dettes		(102 057)	(17 528)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>(7 760)</b>	<b>(35 477)</b>
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		635	874
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(80 075)	(87 021)
Impôt sur les sociétés décaissé		(20 024)	(58 473)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>134 386</b>	<b>107 060</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12 & 13	(76 075)	(69 541)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif / passif		(13 942)	(14 121)
<b>Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement</b>		<b>(90 017)</b>	<b>(83 662)</b>
Augmentation (diminution) des emprunts	26	(33 777)	(475 902)
Augmentation de capital nette de frais	22	2 411	422 639
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres		(3 248)	362
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>(34 614)</b>	<b>(52 901)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		(3)	2
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>9 752</b>	<b>(29 501)</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		43 578	73 079
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	26	<b>53 330</b>	<b>43 578</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

Il n'y a pas de flux non monétaires significatifs.

## Note 1 – Informations relatives au Groupe

---

SoLocal Group offre depuis plus de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale au travers de l'édition d'annuaires en ligne et imprimés, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe SoLocal s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

SoLocal Group est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (LOCAL).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de SoLocal Group du 10 février 2016.

## Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2015

---

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, applicable à cette date.

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014. Les états financiers 2013, inclus dans le Document de référence déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2015 sous le numéro D. 15-0449, sont incorporés par référence.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, sans impact significatif :

- IAS 27 revised: Separate Financial Statements
- IAS 28 revised: Investments in associates and joint ventures
- IFRS 10: Consolidated Financial Statements
- IFRS 11: Joint arrangements
- IFRS 12: Disclosures of Interests in other entities
- Amendment IAS 32: Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- Amendments to IFRS 10,11,12 - Transition guidance
- Amendments to IFRS 10, IFRS 12 and IAS 27: Investment Entities
- Amendments to IAS 36: Recoverable Amount Disclosures for Non Financial Assets
- Amendments to IAS 39: Novation of Derivatives and Continuation of Hedge Accounting
- IFRIC 21: Levies
- Improvements to IFRSs 2011-2013 Cycle

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2015.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

L'application de l'interprétation IFRIC 21 constitue un changement de méthode comptable. Elle a été

appliquée rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et a eu pour effet la comptabilisation immédiate en capitaux propres :

- au 1<sup>er</sup> janvier 2014 de 1,6 million d'euros, 1,0 million d'euros après impôt,
- au 31 décembre 2014 de 0,2 million d'euros, 0,1 million d'euros après impôt.

Le résultat publié au 31 décembre 2014 (59,4 millions d'euros), est ainsi retraité de 0,1 million d'euros après impôt et s'établit à 59,3 millions d'euros.

En outre, le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application obligatoire est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

- Improvements to IFRSs 2011-2013 Cycle (applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2015 :

- IFRS 14 Regulatory Deferral Accounts (applicable au 1er janvier 2016)
- IFRS 15 Revenue from Contracts with Customers (applicable au 1er janvier 2017)
- IFRS 9 Financial Instruments (applicable au 1er janvier 2018)
- IFRS 9 Hedge Accounting and amendments to IFRS 9, IFRS 7 and IAS 39 (date d'application non fixée)
- IAS 19 Defined Benefit Plans: Employee Contributions (applicable au 1er janvier 2015)
- Improvements to IFRSs 2010-2012 Cycle (applicable au 1er janvier 2015)
- IFRS 11 Accounting for Acquisitions of Interests in Joint Operations (applicable au 1er janvier 2016)
- IAS 16 et IAS 38 Clarification of Acceptable Methods of Depreciation and Amortisation (applicable au 1er janvier 2016)
- IAS 27 Equity Method in Separate Financial Statements (applicable au 1er janvier 2016)
- IFRS 10 and IAS 28 Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture (applicable au 1er janvier 2016)
- Improvements to IFRSs 2012-2014 Cycle (applicable au 1er janvier 2016)
- IAS 1 Disclosure Initiative (applicable au 1er janvier 2016)
- IFRS 10, IFRS12 and IAS 28 Investment Entities: Applying the Consolidation Exception (applicable au 1er janvier 2016)

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés ne sont pas significatifs.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2015 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions, les coûts de restructuration et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,

- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

### **Saisonnalité**

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

## **Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation**

---

Cette note décrit les principes comptables appliqués pour l'arrêté du 31 décembre 2015 conformément aux dispositions des normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2015.

Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

### **3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8**

---

Les positions comptables retenues par le Groupe ne font pas l'objet de dispositions particulières selon les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne ou leur interprétation.

### **3.2 - Consolidation**

---

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 10% et 50%) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées comme détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5 définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

### **3.3 - Opérations en devises**

---

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21

«Effets des variations des cours des monnaies étrangères». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

### 3.4 - Présentation des états financiers

---

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés.

L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte des dépréciations et amortissements. L'EBITDA récurrent correspond à l'EBITDA avant prise en compte des éléments exceptionnels tels que les frais de restructuration.

Le rapport d'activité présente les activités poursuivies du groupe. L'information sectorielle (note 4), présente le détail du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des « Activités poursuivies » et des « Activités désengagées ».

### 3.5 - Chiffre d'affaires

---

Le chiffre d'affaires issu des activités du Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante, en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution de chaque annuaire imprimé. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne (produits digitaux) et sur les services de renseignements téléphoniques sont étalés sur la durée d'affichage, qui est généralement de 12 mois. Il en est de même pour les sites Internet.
- Les produits issus du trafic relatif aux services de renseignements téléphoniques (118 008 en France) sont comptabilisés pour leur montant brut lorsque la prestation est rendue.
- Les produits issus des activités de régie publicitaire sont reconnus sur la période de diffusion des campagnes de publicité. Lorsque les entités du Groupe opèrent uniquement en tant qu'agents, le chiffre d'affaires est constitué des seules commissions.
- Les coûts variables de la force de vente liés à la commercialisation de produits publicitaires dans les annuaires imprimés et sur les supports digitaux constituent des coûts incrémentaux et directs d'obtention de commandes clients. Ils sont activés au bilan sur le poste « Coût d'acquisition de contrats » et sont comptabilisés en charges sur la durée de vie des commandes clients, c'est-à-dire en fonction de la parution des annonces et de la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, conformément à SIC 31 « Opérations de troc portant sur des services de publicité », les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services pour des prestations semblables, même lorsque celles-ci sont rendues sur des périodes différentes.

### 3.6 - Frais de publicité et assimilés

---

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### 3.7 - Résultat par action

---

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période (options non encore exercées, actions gratuites, ...). Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'auto-détention portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

### 3.8 - Ecart d'acquisition

---

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts d'acquisition, ces UGT peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une UGT est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs). Depuis 2015, le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond au niveau de chacune des lignes produits (search local, marketing digital et leurs déclinaisons).

Les secteurs, déterminés en conformité avec IFRS 8 – « Secteurs opérationnels », sont les suivants : Internet, Imprimés et Vocal. Au 31 décembre 2015, l'intégralité des écarts d'acquisition non amortis se trouve allouée sur le secteur Internet.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs de chaque UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe



de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance à long terme du marché et spécifique à chaque activité,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

### 3.9 - Autres immobilisations incorporelles

---

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

#### *Marques*

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de tests de dépréciation (voir note 3.11).

#### *Licences et brevets*

Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

#### *Frais de recherche et développement*

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

#### *Logiciels*

Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

## 3.10 - Immobilisations corporelles

---

### *Valeur brute*

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit du fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

### *Contrats de location financement*

Les contrats de location transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par les entités du Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Les contrats de location financement ne sont pas significatifs pour les périodes présentées.

### *Amortissement*

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

## 3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

---

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît

durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe.

## 3.12 - Actifs et passifs financiers

---

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

### 3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

---

#### *Actifs détenus jusqu'à leur échéance*

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixes, autres que les prêts et créances, et que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

#### *Actifs disponibles à la vente*

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

#### *Prêts et créances*

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt

effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

#### *Actifs à la juste valeur par le compte de résultat*

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

### **3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers**

---

#### *Passifs financiers*

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le TIE est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier.

### **3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés**

---

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

#### *Instruments de couverture*

Conformément à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif, qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change, et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure, c'est à dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise peut s'attendre à ce que les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'instrument de couverture, et si les résultats réels se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 pour cent.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste de valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

### 3.13 - Stocks

---

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

### 3.14 - Impôts différés

---

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable sur un horizon de 3 à 5 ans.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et entreprises associées, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

1. le groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et
2. il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que, pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire permettant d'effectuer la compensation sur l'impôt exigible futur. Les éventuelles compensations sont traitées par groupe fiscal dépendant d'une seule autorité fiscale.

Les impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres sont également comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

### 3.15 - Provisions

---

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

### 3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires

---

#### 3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi

---

##### *Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires*

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale, et ce en utilisant des hypothèses démographiques (turnover du personnel, mortalité, âge de départ à la retraite...) et financières (augmentation future de salaire par catégorie).

Cette obligation finale est ensuite actualisée avec un taux déterminé par référence au rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (ou des obligations d'Etat s'il n'existe pas de marché actif).

Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, sont comptabilisés pour leur intégralité en autres éléments du résultat global.

#### *Autres régimes de retraite*

Ces avantages sont offerts au travers de régimes à cotisations définies pour lesquelles le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

### **3.16.2 - Autres avantages à long terme**

---

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par le Groupe consistent principalement en médailles du travail évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

### **3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail**

---

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

### **3.17 - Rémunération en actions**

---

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'actions et les attributions gratuites d'actions accordées aux salariés du groupe sont évaluées à leur date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel (rubrique « Rémunération en actions ») linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie. Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

La juste valeur d'une action attribuée gratuitement correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition. Cette charge est constatée de manière linéaire sur la période d'acquisition et, le cas échéant, ajustée de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance.

### 3.18 - Actions propres

---

Conformément à IAS 32, les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôt.



## Note 4 - Information sectorielle

---

Le programme Digital 2015 a transformé SoLocal en un Groupe Internet dont la mission est de « révéler les savoir-faire locaux partout et stimuler l'activité locale des entreprises dignes de confiance ». Le Groupe offre à ses clients des services et solutions digitales pour accroître leur visibilité et des contacts au niveau local et crée et met à jour le meilleur contenu local professionnel et personnalisé pour les utilisateurs.

Les activités du Groupe se décomposent en deux segments : le segment « Internet », et le segment « Imprimés & Vocal ».

### Internet

La croissance Internet du Groupe repose sur deux lignes de produit : « search local » d'une part, et « marketing digital » d'autre part.

Les produits « search local » constituent le socle historique des activités internet de SoLocal Group et représentent la plus grosse partie du chiffre d'affaires internet. Le Groupe se diversifie de plus en plus dans les activités dites de « marketing digital », principalement en proposant de nouvelles offres de service à sa base de clients « search local » existante.

- **Search local** : les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'informations à contenu local. Les produits afférents reposent très largement sur les grands médias du Groupe « pagesjaunes.fr », « Mappy » et « Ooreka » (ex - « ComprendreChoisir ») ainsi que sur les partenariats établis par le Groupe avec notamment Bing, Google et Apple.
- **Marketing digital** : Les produits et services de marketing digital permettent de renforcer la pertinence de la présence des clients du Groupe sur le Web et s'articulent autour de trois axes :
  - Sites et contenus : parmi les solutions de présence digitale, SoLocal Group propose la création et l'hébergement de sites Web et leur référencement sur pagesjaunes.fr, les partenaires affiliés et les moteurs de recherche (SEO – référencement naturel, ou SEM – référencement payant). Les sites développés par SoLocal Group pour le compte de ses clients sont compatibles avec un usage mobile.
  - Programmation local et adwords : des solutions de ciblage des internautes (offre ADhesive) permettent d'étendre la visibilité des sites des clients du Groupe sur des portails premium partenaires. Le Groupe a également renforcé son expertise dans la gestion des campagnes d'adwords pour le compte de ses clients par l'acquisition d'Effilab fin 2015.
  - Services transactionnels : le Groupe propose également des services transactionnels adaptés aux besoins spécifiques de certains professionnels, PagesJaunesdoc dédié aux professionnels de la santé et PagesJaunesresto, un service de commande en ligne la livraison de plats cuisinés auprès des restaurants de proximité référencés.

### Imprimés & Vocal

Il s'agit principalement de l'activité relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, l'Annuaire).

Sur le plan commercial, le Groupe est organisé autour de 6 business units, 5 verticales « marchés » SoLocal Commerce, SoLocal B2B, SoLocal Habitat, SoLocal Services, SoLocal Santé et Public, et SoLocal Network dédiée aux marques et réseaux, grands comptes et clients internationaux.

Cette organisation vise à améliorer l'expérience clients et à répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés aux besoins des différents marchés.

## 4.1 - Par secteur d'activité

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour les périodes closes aux 31 décembre 2015 et 2014 :

	Période close le 31 décembre 2015			Période close le 31 décembre 2014		
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>877 959</b>	<b>5 317</b>	<b>872 642</b>	<b>936 193</b>	<b>14 589</b>	<b>921 604</b>
- Internet	645 504	5 317	640 187	632 534	14 589	617 945
- Imprimés & Vocal	232 455	-	232 455	303 659	-	303 659
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>260 858</b>	<b>(9 467)</b>	<b>270 325</b>	<b>301 103</b>	<b>(9 619)</b>	<b>310 722</b>
- Internet	191 975	(9 467)	201 442	192 399	(9 619)	202 018
- Imprimés & Vocal	68 883	-	68 883	108 704	-	108 704

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21(cf. note 2)

## 4.2 - Par zone géographique

	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 31 décembre 2014 (*)
<b>Chiffre d'affaires contributif</b>	<b>877 959</b>	<b>936 193</b>
- France	856 578	912 109
- Autres	21 381	24 084
<b>Actifs</b>	<b>758 983</b>	<b>835 852</b>
- France	657 152	727 971
- Autres	14 180	15 200
- Non affecté	87 652	92 681

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

## Note 5 - Variation du périmètre de consolidation

---

Les principales opérations intervenues au cours des exercices 2015 et 2014 sont les suivantes :

### 2015

Le 15 juin 2015, Euro Directory a cédé les 10,1% du capital d'Editus Luxembourg. A l'issue de cette opération, SoLocal Group ne détient plus de participation au sein d'Editus.

Le 16 octobre 2015, 100% des titres Horyzon Media ont été cédés.

Le 31 décembre 2015, 100% des titres Sotravo ont été cédés.

Le 31 décembre 2015, SoLocal Group a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Effilab, agence de marketing digital spécialisée dans la création, la gestion et l'optimisation de campagnes publicitaires (yc « Adwords ») sur les moteurs de recherche et le positionnement sur les réseaux sociaux.

### 2014

Le 5 mars 2014, Mappy a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Retail Explorer, dont le cœur de métier est de proposer un état des lieux des prix et des promotions de milliers de produits présents dans les catalogues et dans les magasins sur le marché français de la grande distribution.

Le 20 mai 2014, acquisition complémentaire de 51% du capital de LeadFormance, leader de la localisation de points de vente sur Internet. Le Groupe enrichit ainsi son offre de communication digitale pour les grands annonceurs.

## Note 6 - Charges de personnel

---

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 31 décembre 2014 (*)
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 666	4 535
<b>Salaires et charges</b>	<b>(387 513)</b>	<b>(385 686)</b>
dont :		
- Traitements et salaires	(256 619)	(259 798)
- Charges sociales	(119 523)	(114 856)
- CICE	3 457	3 392
- Taxes sur les salaires, intérim et autres	(14 829)	(14 425)
<b>Rémunération en actions (1)</b>	<b>(3 074)</b>	<b>(8 560)</b>
dont :		
- Stocks options et actions gratuites	(2 865)	(4 351)
- Charges sociales attributions de stock options et d'actions gratuites	(209)	(4 209)
<b>Participation des salariés (2)</b>	<b>(9 463)</b>	<b>(10 280)</b>
<b>Total charges de personnel</b>	<b>(400 051)</b>	<b>(404 526)</b>

(1) cf. note 25

(2) y c. forfait social

## Note 7 - Autres produits et charges d'exploitation

Cette rubrique inclut notamment le résultat des opérations de cession des actifs non financiers, les pertes de valeur sur écarts d'acquisition et sur immobilisations, les variations de juste valeur des compléments de prix accordés dans le cadre d'acquisitions de titres, les frais d'acquisition des titres de participation ainsi que les coûts de restructurations.

En 2015, aucune perte de valeur sur écart d'acquisition ou sur immobilisations n'a été constatée, contrairement à 2014 où elles représentaient 3,8 millions d'euros (cf. notes 11 et 12).

Les coûts de restructurations se sont élevés à 49,4 millions d'euros en 2015. Ils incluent les coûts concernant le plan de départ volontaire, une provision relative au contentieux du PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi - cf note sur les litiges) ainsi que la reprise de provision liée aux engagements de départs à la retraite et des avantages à long terme (médaille du travail). En 2014, les coûts de restructurations s'élevaient à 23,5 millions d'euros.

## Note 8 – Charges financières nettes

Les charges financières nettes se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 31 décembre 2014
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	533	376
Résultat de cession d'actifs financiers	48	246
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	1 342	958
<b>Produits financiers</b>	<b>1 923</b>	<b>1 580</b>
Intérêts sur dettes financières	(64 583)	(70 711)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(11 107)	(14 470)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(7 368)	(13 076)
Variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers	2 742	476
Autres frais & honoraires financiers	(3 385)	(602)
Coût de désactualisation (1)	(1 834)	(1 321)
<b>Charges financières</b>	<b>(85 535)</b>	<b>(99 704)</b>
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(83 612)</b>	<b>(98 124)</b>

(1) Le coût de désactualisation correspond à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite (cf. note 24) et de la dette sur instruments de couverture (cf. note 16).

## Note 9 - Impôt sur les sociétés

### 9.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	<b>Période close le 31 décembre 2015</b>	<b>Période close le 31 décembre 2014 (*)</b>
Résultat net des activités avant impôt	59 298	116 067
Quote-part de résultat des entreprises associées	107	(6)
<b>Résultat net des activités hors Q-P des entreprises associées avant impôt</b>	<b>59 190</b>	<b>116 073</b>
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
<b>Impôt théorique</b>	<b>(20 381)</b>	<b>(39 968)</b>
Pertes des sociétés non intégrées fiscalement, nettes de l'impact des activités désengagées	(138)	(1 988)
Dépréciation prêt QDQ Media	-	498
Rémunération en actions	1 621	(1 498)
Filiales étrangères	593	82
Pertes de valeur des écarts d'acq. et var. compt prix	-	(1 242)
Amortissements non déductibles	(172)	(287)
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(6 845)	(7 206)
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(6 479)	(7 295)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	7	4 497
Taxe additionnelle de 10,7%	(1 980)	(4 069)
Autres produits non taxables et charges non déductibles (dont CIR)	1 126	1 704
<b>Impôt effectif</b>	<b>(32 649)</b>	<b>(56 772)</b>
<i>dont impôt courant</i>	<i>(24 579)</i>	<i>(38 046)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>(8 070)</i>	<i>(18 726)</i>
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>55,2%</b>	<b>48,9%</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

## 9.2 - Impôt au bilan

La position bilancielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 31 décembre 2014 (*)
Indemnités de départ en retraite	24 793	27 663
Participation des salariés	2 204	3 048
Provisions non déductibles	2 344	2 048
Instruments de couverture	-	1 836
Autres différences	1 285	1 359
<b>Sous-total impôts différés actifs</b>	<b>30 626</b>	<b>35 954</b>
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	-	(13)
Frais d'émission d'emprunts	(7 186)	(9 643)
Amortissements à caractère fiscal	(30 688)	(19 370)
<b>Sous-total impôts différés passifs</b>	<b>(37 874)</b>	<b>(29 026)</b>
<b>Total impôts différés actifs / (passifs), nets</b>	<b>(7 248)</b>	<b>6 928</b>
<i>Impôts différés à l'actif</i>	-	6 928

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media et ses filiales n'a été comptabilisé au bilan, ce sous groupe ayant enregistré un résultat net déficitaire en 2015. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 65,2 millions d'euros au 31 décembre 2015.

L'impôt différé actif au bilan passe de 6,9 millions d'euros au 31 décembre 2014 à un impôt différé passif de 7,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Au bilan du 31 décembre 2015, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 16,8 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,1 million d'euros. Au 31 décembre 2014, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 19,0 million d'euros et une dette d'un montant de 0,1 million d'euros.

L'impôt décaissé au cours de l'exercice 2015 est de 20,0 millions d'euros contre 60,6 millions d'euros en 2014 qui incluait un remboursement de 4,3 millions d'euros concernant d'une part, l'agrément reçu sur une provision déductible de la société Aval qui a fusionnée en 2013 avec la société PagesJaunes SA pour un montant de 3,1 millions d'euros et d'autre part, d'intérêts moratoires sur la désactivation des coûts commerciaux pour un montant de 1,2 million d'euros.

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 31 décembre 2014 (*)
<b>Solde en début d'exercice</b>	<b>6 928</b>	<b>19 711</b>
Variations enregistrées en capitaux propres	(6 106)	5 943
Variations enregistrées en résultat	(8 070)	(18 726)
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>(7 248)</b>	<b>6 928</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

## Note 10 - Résultat par action

En 2015, le résultat net s'élève à 26,6 millions d'euros. Suite au regroupement d'actions du 26 octobre 2015 (cf. note 22), le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 38,7 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,69 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2015, de 2,0 millions d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites (cf. note 25).

En 2014, le résultat net s'élève à 59,3 millions d'euros. Suite à l'augmentation du capital du 29 avril 2014 (cf. note 22), le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 567,4 millions (18,9 millions après regroupement), déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,10 euro (3,13 euro après regroupement) en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2014, de 26,2 millions (0,9 millions après regroupement) d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites (cf. note 25).

## Note 11 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées

Depuis 2015, le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond au niveau de chacune des lignes produits (search local, marketing digital et leurs déclinaisons).

Ventilation de la valeur nette des écarts d'acquisition par secteur d'activité :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre 2015			Période close le 31 décembre 2014 (*)			Variation Valeur nette
	Valeur brute	Pertes de valeur cumulées	Valeur nette	Valeur brute	Pertes de valeur cumulées	Valeur nette	
Search local + Transactionnel	54 201	(1 400)	52 801				
Sites	26 891	-	26 891				
Programmatique	15 415	-	15 415				
<b>Internet</b>	<b>96 507</b>	<b>(1 400)</b>	<b>95 107</b>	<b>164 555</b>	<b>(82 088)</b>	<b>82 467</b>	<b>12 640</b>
Autres (QDQ & 123people)	75 282	(75 282)	-				
<b>TOTAL</b>	<b>171 789</b>	<b>(76 682)</b>	<b>95 107</b>	<b>164 555</b>	<b>(82 088)</b>	<b>82 467</b>	<b>12 640</b>

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2015	2014
<b>Solde en début d'exercice</b>	<b>82 467</b>	<b>78 697</b>
Acquisitions / cessions	12 640	12 976
Variation de juste valeur	-	-
Pertes de valeur	-	(3 606)
Reclassements et autres (1)	-	(5 600)
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>95 107</b>	<b>82 467</b>

(1) en 2014, reclassement des écarts d'acquisition vers les immobilisations incorporelles pour 5,6 millions d'euros (cf. note 12)

La valeur des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 1,5% et 3,0% et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 9,0% et 15,0% selon les unités génératrices de trésorerie. Ces taux sont

basés sur des études sectorielles publiées.

Les hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables sont de nature similaire d'une UGT à l'autre ; il peut s'agir des données de marché, du taux de pénétration des supports ou des produits sur le marché, du chiffre d'affaires (nombre d'annonceurs, revenu moyen par annonceur), des niveaux de marge brute opérationnelle. Les valeurs assignées à chacun de ces paramètres sont le reflet de l'expérience passée, affectée des évolutions anticipées sur la période du plan. Ces paramètres constituent les principaux facteurs de sensibilité.

En 2015, aucune perte de valeur n'a été constatée.

En 2014, une perte de valeur des écarts d'acquisition avait été constatée pour un montant de 3,6 millions d'euros.

En termes de sensibilité, une augmentation de 1% du taux d'actualisation sur l'ensemble des UGT, une baisse de 1% taux de croissance perpétuelle ou encore une diminution de 1% du taux de marge de la dernière année des plans d'affaires ne conduirait pas à la constatation d'une dépréciation.

## Note 12 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Valeur brute	Amortissements cumulés & Pertes de valeurs	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés & Pertes de valeurs	Valeur nette
Logiciels et Applications support	316 445	(196 173)	120 272	270 398	(166 116)	104 282
Autres immobilisations incorporelles	10 200	(7 088)	3 111	11 180	(8 196)	2 983
<b>Total</b>	<b>326 644</b>	<b>(203 261)</b>	<b>123 384</b>	<b>281 577</b>	<b>(174 312)</b>	<b>107 265</b>

Aucune autre perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2015 et 2014.



L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	<b>31 décembre 2015</b>	<b>31 décembre 2014</b>
<b>Solde en début d'exercice</b>	<b>107 265</b>	<b>80 773</b>
Acquisitions	2 127	4 672
Immobilisations générées en interne (1)	60 450	54 698
Effet des variations de périmètre	(340)	766
Ecart de conversion	19	29
Reclassements	-	5 600
Cessions et amortissements accélérés	(1 838)	(362)
Dotation aux amortissements	(44 300)	(38 911)
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>123 384</b>	<b>107 265</b>

(1) concerne l'ensemble des frais de développement activés

La hausse des investissements réalisés par le Groupe est liée au lancement de nouveaux produits et services à destination des clients, et à l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe. Une partie de ces investissements est réalisée par des équipes internes.

## Note 13 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	<b>31 décembre 2015</b>			<b>31 décembre 2014</b>		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Informatique et terminaux	62 018	(55 347)	6 671	59 550	(52 423)	7 127
Autres	64 966	(43 256)	21 710	55 376	(37 235)	18 141
<b>Total</b>	<b>126 984</b>	<b>(98 603)</b>	<b>28 381</b>	<b>114 926</b>	<b>(89 657)</b>	<b>25 269</b>

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2015 et 2014.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	<b>31 décembre 2015</b>	<b>31 décembre 2014</b>
<b>Solde en début d'exercice</b>	<b>25 269</b>	<b>23 569</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13 832	11 354
Effet des variations de périmètre	(138)	27
Ecart de conversion	4	12
Cessions et mises au rebut	(37)	(12)
Dotation aux amortissements	(10 548)	(9 681)
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>28 381</b>	<b>25 269</b>

## Note 14 - Autres actifs disponibles à la vente

---

Cette rubrique inclut les titres de participation classés en actifs disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

## Note 15 - Autres actifs financiers non courants

---

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts de garantie.

## Note 16 - Instruments financiers dérivés

---

La juste valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Période close le 31 décembre 2015</b>	<b>Période close le 31 décembre 2014</b>
Swaps de taux d'intérêts – couverture de flux de trésorerie	-	(8 601)
Collar – couverture de juste valeur	-	(1 342)
<b>Actif / (Passif)</b>	<b>-</b>	<b>(9 943)</b>
<i>Dont non courant</i>	-	-
<i>Dont courant</i>	-	(9 943)

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 de 8,6 millions d'euros pour les swaps de taux d'intérêts, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé de 1,4 million d'euros.

La variation du collar (qualifié de couverture de juste valeur) a été constatée en produits financiers (cf. note 8), pour un montant de 1,3 million d'euros. Un impôt différé de 0,4 million d'euros a été constaté à ce titre.

Tous les instruments financiers sont arrivés à échéance.

## Note 17 - Stocks nets

---

Les stocks sont principalement composés d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites internet.

Ces stocks sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours des exercices 2015 et 2014.

## Note 18 - Créances clients

La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Créances clients brutes	374 002	464 632
Provisions pour dépréciation	(20 361)	(17 527)
<b>Créances nettes avant dépréciation statistique</b>	<b>353 641</b>	<b>447 105</b>
Prov. pour dépréciation statistique (1)	(1 018)	(5 319)
<b>Créances clients nettes</b>	<b>352 623</b>	<b>441 786</b>

(1) cf. note 21 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

Au 31 décembre, les créances clients ont les échéances suivantes :

en milliers d'euros	Total (1)	Non échues (1)	Echues et non dépréciées (1)					
			< 30 jours	entre 31 et 60 jours	entre 61 et 90 jours	entre 91 et 180 jours	entre 181 et 360 jours	> à 360 jours
<b>2015</b>	<b>353 641</b>	327 930	8 664	6 056	4 512	3 247	2 963	269
<b>2014</b>	<b>447 105</b>	406 027	17 215	6 472	4 231	6 062	5 293	1 805

(1) Hors provisions pour dépréciation statistiques d'un montant total de 1 018K€ au 31 décembre 2015 et 5 319K€ au 31 décembre 2014

Le portefeuille des créances clients du Groupe ne présente pas de risque de concentration important (environ 537 000 annonceurs dont 516 000 sur PagesJaunes en France). En France, les 20 premiers annonceurs de PagesJaunes représentent 1,5% de ce chiffre d'affaires (inchangé par rapport à 2014) et les annonceurs des 10 premières rubriques professionnelles représentent 14,2% du chiffre d'affaires de PagesJaunes (14,6% en 2014). Les provisions pour risques clients demeurent à un niveau très faible, avec un taux de dotations nettes par rapport au chiffre d'affaires de 0,1% en 2015 contre 0,6% en 2014.

## Note 19 - Coût d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats représentent les coûts variables de la force de vente liés à la commercialisation de produits publicitaires dans les annuaires imprimés et sur les supports digitaux. Ces coûts incrémentaux et directs d'obtention de commandes clients sont activés au bilan sur ce poste et sont comptabilisés en charges sur la durée de vie des commandes clients, c'est-à-dire en fonction de la parution des annonces et de la reconnaissance du chiffre d'affaires.

## Note 20 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2015	31 décembre 2014
TVA à recevoir	17 161	21 406
Divers Etat à recevoir	92	18
Avances, acomptes & avoirs fournisseurs	3 310	3 680
Autres actifs courants (1)	3 533	3 928
<b>Total</b>	<b>24 096</b>	<b>29 032</b>

## Note 21 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations	Reprises provisions non utilisées	Reprise provisions utilisées	Autres mouvements (1)	Solde en fin de période
<b>2014</b>						
Créances clients	25 911	9 109	(139)	(12 109)	74	22 846
Autres actifs	-	-	-	-	-	-
<b>2015</b>						
Créances clients	22 846	9 806	(740)	(8 840)	(1 693)	21 379

(1) En 2015, cession de Horyzon Media et Sotravo et acquisition Effilab

Application d'un taux de provision en fonction de l'ancienneté des créances basé sur un historique observés des recouvrements.

## Note 22 - Capitaux propres

---

### 22.1 - Capital social

---

#### **Augmentation de capital**

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 11 juin 2015 a approuvé le regroupement des actions SoLocal Group sur la base d'une parité d'échange de 30 actions anciennes contre 1 action nouvelle.

Le capital social de SoLocal Group est désormais composé de 38 876 564 actions.

### 22.2 - Autres réserves et autres éléments du résultat global

---

Les autres réserves consolidées et autres éléments du résultat global sont négatifs à hauteur de 1 947,3 millions d'euros au 31 décembre 2015 (2 015,9 millions d'euros au 31 décembre 2014) et se composent essentiellement de :

- de la part des distributions excédant le résultat de l'exercice, relative essentiellement à la distribution exceptionnelle opérée en novembre 2006 d'un montant de 2 519,7 millions d'euros ;
- la contrepartie de la charge de rémunération en actions pour la part dénouée en instruments de capitaux propres d'un montant de 61,5 millions d'euros (66,9 millions d'euros au 31 décembre 2014), cf note 25.

### 22.3 - Actions propres

---

Au travers du contrat de liquidité, la Société détenait 82 850 de ses propres actions au 31 décembre 2015 contre 24 567 au 31 décembre 2014 (737 001 avant regroupement d'actions), comptabilisées en diminution des capitaux propres.

Hors contrat de liquidité, SoLocal Group a racheté :

- en 2011, 2 000 000 d'actions propres pour un montant total de 6,0 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres. En avril 2014, l'acquisition définitive de 479 814 actions distribuées au titre du plan d'actions gratuites 2011 ont été prélevées sur ce stock. Le solde de ces actions propres, soit 1 520 186, ont été acquises définitivement en mars 2015 et ont été prélevées sur ce stock.
- Au 31 mars 2015, 3 700 000 d'actions propres pour un montant total de 2,3 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres. En mars 2015, l'acquisition définitive de 3 581 827 actions distribuées au titre du plan d'actions gratuites 2012 ont été prélevées sur ce stock.

Au 31 décembre 2015, SoLocal Group détenait 3 939 actions propres en direct.

Ainsi, au 31 décembre 2015, SoLocal Group détenait un total de 86 789 de ses propres actions.

Le capital social de SoLocal Group est composé de 38 876 565 actions de 6,00 euros de valeur nominale chacune, soit un montant total de 233 259 384 euros (actions auto détenues non déduites).

## 22.4 - Dividendes

---

SoLocal Group n'a pas procédé à de distribution de dividende en 2015 ni en 2014.

## Note 23 - Dettes fournisseurs

---

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt et sont en principe payables entre 30 jours et 60 jours.

## Note 24 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs

---

Ils se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Avantages postérieurs à l'emploi	75 562	80 482
Autres avantages à long terme	9 425	9 957
<b>Avantages du personnel - non courants <sup>(1)</sup></b>	<b>84 986</b>	<b>90 439</b>
Autres provisions pour risques	27 703	13 903
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	5 951	3 007
<b>Provisions - non courantes</b>	<b>33 654</b>	<b>16 910</b>

(1) Cf. détails note suivante. Les avantages du personnel non courants concernent les entités françaises.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Personnel (1)	68 146	64 442
Organismes sociaux	52 759	53 173
<b>Total avantages du personnel - courants</b>	<b>120 904</b>	<b>117 615</b>
TVA à payer	72 666	92 004
Divers Etat à payer	5 770	6 614
Autres passifs courants	5 728	1 268
<b>Autres passifs courants</b>	<b>84 163</b>	<b>99 886</b>

(1) Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel.

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	Solde en fin d'exercice
Provisions pour litiges sociaux et fiscaux	28 612	53 273	(6 278)	(20 626)	1 420	56 401
Autres provisions pour risques	11 162	503	(459)	(860)	(125)	10 221
<b>Total provisions</b>	<b>39 774</b>	<b>53 776</b>	<b>(6 737)</b>	<b>(21 486)</b>	<b>1 295</b>	<b>66 622</b>
- dont non courant	16 910	33 465	(773)	(1 044)	(14 904)	33 654
- dont courant	22 864	20 311	(5 964)	(20 442)	16 199	32 968

Les provisions constituées couvrent principalement des litiges sociaux et fiscaux. Pagesjaunes SA a fait l'objet d'un redressement fiscal, notifié en 2014 et en 2015, au titre d'une partie du crédit d'impôt recherche 2010, 2011, 2012 et 2013. Les rectifications, qui ont fait l'objet d'une contestation, reposent notamment sur une divergence d'interprétation de la doctrine fiscale entre PagesJaunes SA et l'administration.

**Engagements de retraite et autres avantages du personnel**

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2015	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2014
<b>Variation de la valeur des engagements</b>						
<b>Valeur totale des engagements en début de période</b>	<b>80 483</b>	<b>9 957</b>	<b>90 440</b>	<b>76 532</b>	<b>9 677</b>	<b>86 209</b>
Coût des services rendus	4 685	662	5 347	5 012	661	5 674
Coût de l'actualisation (charge d'intérêts)	1 637	198	1 835	1 182	139	1 321
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-	-	-
Modification du régime	-	-	-	-	-	-
Réductions / liquidations	(1 208)	(72)	(1 280)	(4 153)	(495)	(4 648)
(Gains) / pertes actuariels	(9 290)	(792)	(10 081)	2 636	297	2 933
Prestations payées	(346)	(228)	(574)	(727)	(323)	(1 050)
Acquisitions	-	-	-	-	-	-
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur totale des engagements en fin de période (A)</b>	<b>75 962</b>	<b>9 725</b>	<b>85 686</b>	<b>80 482</b>	<b>9 957</b>	<b>90 439</b>
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes intégralement ou partiellement financés</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes non financés</i>	75 962	9 725	85 686	80 482	9 957	90 439
<b>Variation des actifs de couverture</b>						
<b>Juste valeur des actifs de couverture en début de période</b>	-	-	-	<b>30</b>	-	<b>30</b>
Produits financiers sur les actifs de couverture	-	-	-	-	-	-
Gains / (pertes) sur actifs de couverture	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par l'Employeur	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-	-	-
Réductions / liquidations	-	-	-	-	-	-
Prestations payées par les fonds	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Ecart sur le rendement	-	-	-	(30)	-	(30)
<b>Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture financière</b>						
Situation du régime (A) - (B)	75 962	9 725	85 686	80 482	9 957	90 439
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	-	-	-	-	-	-
Coût des services passés non reconnu	-	-	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-	-	-
<b>Provision / (actif) en fin de période</b>	<b>75 962</b>	<b>9 725</b>	<b>85 686</b>	<b>80 482</b>	<b>9 957</b>	<b>90 439</b>
<i>dont provision / (actif) court terme</i>	400	300	700	-	-	-
<i>dont provision / (actif) long terme</i>	75 562	9 425	84 986	80 482	9 957	90 439
<b>Charge de l'exercice</b>						
Coût des services rendus	4 685	662	5 347	5 012	661	5 674
Coût de l'actualisation	1 637	198	1 835	1 182	139	1 321
Rendement attendu des actifs du régime	-	-	-	-	-	-
Amortissement des (gains) / pertes actuariels	-	(792)	(792)	-	297	297
Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-	-	-
Effet de réductions / liquidations	(1 208)	(72)	(1 280)	(4 153)	(495)	(4 648)
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-	-	-
<b>Total charge de retraite</b>	<b>5 114</b>	<b>(4)</b>	<b>5 110</b>	<b>2 042</b>	<b>602</b>	<b>2 644</b>
<b>Evolution de la provision / (actif)</b>						
<b>Provision / (actif) en début de période</b>	<b>80 483</b>	<b>9 957</b>	<b>90 440</b>	<b>76 502</b>	<b>9 677</b>	<b>86 179</b>
Charge de retraite	5 114	(4)	5 110	2 042	602	2 644
Charge de retraite des activités cédées	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par l'employeur	(346)	(228)	(574)	(727)	(323)	(1 050)
Prestations directement payées par l'employeur	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Gains / (pertes) actuariels	(9 290)	-	(9 290)	2 636	-	2 636
Ecart sur le rendement	(0)	-	(0)	30	-	30
<b>Provision / (actif) en fin de période</b>	<b>75 962</b>	<b>9 725</b>	<b>85 686</b>	<b>80 482</b>	<b>9 957</b>	<b>90 439</b>
<b>Hypothèses</b>						
Taux d'actualisation (%)	2,25%	2,25%	2,25%	1,50%	1,50%	1,50%
Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	2,0%	-	2,00%	2,0%	-	2,0%
Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	en fonction des catégories de salariés et de leur âge		-	en fonction des catégories de salariés et de leur âge		-
Rendement attendu sur les actifs du régime (%)	2,25%	-	-	1,50%	-	-
Durée résiduelle probable d'activité	12,2	12,2	12,2	12,5	12,5	12,5
<b>Montant comptabilisé en charge au titre de la période</b>	<b>5 114</b>	<b>(4)</b>	<b>5 110</b>	<b>2 042</b>	<b>602</b>	<b>2 644</b>

En 2015, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 47,0 millions d'euros.

Le taux d'actualisation retenu dans l'évaluation des engagements au 31 décembre 2015 est de 2,25%, contre 1,5% au 31 décembre 2014.

La norme IAS 19 fixe le taux d'actualisation comme étant égal au taux des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturité de l'engagement ; si le marché de ces obligations n'est pas liquide, le taux est égal au taux des obligations d'Etat (OAT) correspondantes.



A la date d'évaluation, dans la zone Euro, les taux des obligations privées de première catégorie (AA) se situent autour de 2,25% selon le référentiel Bloomberg.

Le taux d'actualisation effectivement retenu dans la présente évaluation est ainsi conforme à la norme IAS 19.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les avantages postérieurs à l'emploi (IFC) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 6,5% soit environ 4,6 millions d'euros, tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre de 7,1% soit environ 5,1 millions d'euros.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les autres avantages à long terme (médailles du travail) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 4,4% (moins d'un million d'euros), tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre de 4,8% (moins d'un million d'euros).

Pour l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, une hausse de 0,5% du taux d'actualisation entraîne une baisse de la charge de l'exercice de 0,2 million d'euros soit 0,8% du résultat de la période, tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de la charge de l'exercice de 0,3 million d'euros soit 1,0% du résultat de la période.

La valeur actualisée de l'obligation au titre de ces engagements et les ajustements du régime liés à l'expérience pour l'année en cours et pour les quatre années précédentes se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	2015	2014	2013	2012	2011*
Valeur totale des engagements en fin de période	85 686	90 439	86 209	85 510	85 510
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période	-	-	(30)	(29)	(30)
<b>Situation du régime</b>	<b>85 686</b>	<b>90 439</b>	<b>86 179</b>	<b>85 481</b>	<b>85 480</b>
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - passifs	107	(366)	(2 931)	(2 292)	(735)
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - actifs du régime	-	-	-	-	-

\* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R

## Note 25 - Stock options et actions gratuites

---

### 25.1 - Description des plans

---

#### 25.1.1 - Stock options

---

Aucun plan de stock options n'a été consenti en 2015 et 2014 par SoLocal Group ou l'une de ses filiales.

#### 25.1.2 - Actions gratuites

---

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'assemblée générale extraordinaire du 29 avril 2014 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société, au sens des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement de la Société. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'actions attribuées gratuitement au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 5% du capital de la Société postérieurement au règlement-livraison des augmentations de capital prévues lors de cette même assemblée générale (cf. note 22).

Le 19 juin 2014, le Conseil d'administration a arrêté les conditions d'un plan d'attribution gratuites d'actions pour 45 221 000 actions. Ces actions seront définitivement acquises à l'issue de périodes d'acquisition se terminant les 19 juin 2016, 19 juin 2017 et 19 juin 2018, sous réserve que le bénéficiaire soit toujours salarié ou dirigeant du Groupe et que des conditions de performance soient satisfaites.

Le 9 février 2015, le Conseil d'administration a arrêté les conditions d'un plan d'attribution gratuites d'actions pour 2 305 000 actions. Ces actions seront définitivement acquises à l'issue de périodes d'acquisition se terminant les 9 février 2017, 9 février 2018 et 9 février 2019, sous réserve que le bénéficiaire soit toujours salarié ou dirigeant du Groupe et que des conditions de performance soient satisfaites.

L'ensemble de ces attributions a été fait avant le regroupement d'actions d'octobre 2015 qui a conduit à la multiplication du nominal par 30.

La date d'attribution retenue pour l'évaluation de la charge correspond à la date de tenue du Conseil d'administration ayant attribué les options, le délai d'information des attributaires ayant été considéré comme raisonnable.

## 25.2 - Evolution des plans de stock options et actions gratuites sur l'exercice

	<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>Conversion nouveau volume</b> (regroupement actions le 26 octobre 2015 )	<b>Attribuées</b>	<b>Exercées</b>	<b>Annulées/ caduques</b>	<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>Prix d'exercice</b> (ajusté post regroupement d'actions)
<b>Plans de souscription d'actions</b>	<b>12 627 186</b>	<b>418 826</b>	-	-	<b>(182 038)</b>	<b>236 789</b>	
juillet 2010	1 714 162	56 725	-	-	(6 546)	50 179	127,20 €
décembre 2010	172 125	5 736	-	-	-	5 736	105,09 €
juillet 2009	1 409 399	46 976	-	-	(1 890)	45 086	99,39 €
octobre 2009	34 425	1 147	-	-	(1 147)	-	130,98 €
décembre 2009	151 875	5 063	-	-	(2 362)	2 700	115,86 €
décembre 2007	4 329 085	143 517	-	-	(10 429)	133 088	214,20 €
juin 2005	4 816 116	159 663	-	-	(159 663)	-	
<b>Plans d'attribution gratuite d'actions</b>	<b>50 928 460</b>	<b>1 694 873</b>	<b>76 833</b>	-	<b>(296 469)</b>	<b>1 475 238</b>	<b>Date d'acquisition définitive</b>
février 2015	-	-	18 944	-	(2 279)	16 665	09/02/2017
février 2015	-	-	18 944	-	(2 279)	16 665	09/02/2018
février 2015	-	-	38 944	-	(2 279)	36 665	09/02/2019
juin 2014	10 073 000	335 766	-	-	(20 786)	314 980	19/06/2016
juin 2014	10 073 000	335 766	-	-	(20 786)	314 980	19/06/2017
juin 2014	24 147 000	804 898	-	-	(49 828)	755 070	19/06/2018
décembre 2013	789 600	23 581	-	-	(3 369)	20 212	31/12/2015
décembre 2012	5 845 860	194 862	-	-	(194 862)	-	31/12/2014

Au 31 décembre 2015, les options de tous les plans de souscription d'actions sont exerçables.

## 25.3 - Description des modèles d'évaluation

La juste valeur d'une action attribuée correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition se terminant le 31 décembre 2015.

Date d'attribution en 2015	<b>9 février</b>
Cours du sous-jacent	0,766 €
Période d'acquisition	De 2 à 4 ans
Taux de dividende attendu	-
Juste valeur d'une action	0,766 €

La charge représentative du coût de ce plan d'attribution gratuite d'actions, qui tient compte d'un taux de départ annuel estimé à 15%, est amortie sur la période d'acquisition, comprise entre 2 et 4 ans selon les tranches. Elle est ajustée en fonction de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance ou du taux de départ effectifs au cours de cette période, et définitivement fixée sur la base du nombre d'actions effectivement distribuées à l'issue de cette période.

## 25.4 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions

---

L'impact des plans d'options de souscription d'actions et des attributions gratuites d'actions sur le compte de résultat de l'exercice 2015 s'élève à 3,1 millions d'euros contre 8,6 millions d'euros en 2014. Ces montants incluent les charges sociales relatives à la cotisation patronale assise sur la juste valeur des instruments attribués soit 30% en 2015 et 2014.

Ces plans sont prévus d'être dénoués en instruments de capitaux propres.

## Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté de la juste valeur des instruments dérivés actifs et passifs de couverture, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Période close le 31 décembre 2015</b>	<b>Période close le 31 décembre 2014</b>
Intérêts courus non échus	122	179
Équivalents de trésorerie	36 602	34 349
Trésorerie	16 971	11 826
<b>Trésorerie brute</b>	<b>53 695</b>	<b>46 354</b>
Découverts bancaires	(365)	(2 776)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>53 330</b>	<b>43 578</b>
Emprunt bancaire	800 483	813 816
Emprunt obligataire	350 000	350 000
Ligne de crédit revolving tirée	-	20 000
Frais d'émission d'emprunts	(18 385)	(25 753)
Dettes de crédit-bail	708	841
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 7)	0	9 943
Compléments de prix sur acquisition de titres	2 759	1 419
Intérêts courus non échus	4 061	5 060
Autres dettes financières	4 242	4 056
<b>Endettement financier brut</b>	<b>1 143 868</b>	<b>1 179 382</b>
<i>dont courant</i>	<i>25 603</i>	<i>39 745</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 118 265</i>	<i>1 139 637</i>
<b>Endettement net</b>	<b>1 090 538</b>	<b>1 135 804</b>

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2015, le montant des équivalents de trésorerie s'élèvent à 36,6 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM, de comptes à terme rémunérés non bloqués et d'obligations propres.

Ils sont évalués, car gérés, sur la base de leur juste valeur.

### Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie d'un découvert autorisé de 14 millions d'euros auprès de certaines de ses banques.

### Emprunt bancaire (contrat de crédit syndiqué)

Le contrat de crédit syndiqué a été amendé en 2014 et contient les *covenants* financiers suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur EBITDA consolidé (le « **Ratio de Levier** ») doit être

inférieur ou égal à 4,00 à chaque date de fin de trimestre civil au-delà sur la durée restante du contrat (EBITDA et dette nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers, à noter que la définition de l'EBITDA pour le calcul des covenants est différente de celle de l'EBITDA reporté dans les présents comptes) ;

- le ratio EBITDA consolidé par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat (EBITDA et charge nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- à compter de l'exercice 2015 et si le Ratio de Levier est supérieur à 3,50, un montant maximal d'investissements de 70 millions d'euros au cours de l'exercice annuel suivant.

Au 31 décembre 2015, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en dette courante. Ces ratios s'établissent respectivement à 3,79 et à 3,89.

Le pilotage de la société reste néanmoins contraint par ses covenants bancaires ; C'est pourquoi, le Groupe continue d'explorer toutes les options de refinancement,,et les perspectives 2016 dépendront de l'orientation retenue.

En termes de sensibilité, une baisse de 1% de l'EBITDA (covenant) conduit à une augmentation du ratio de levier financier de 0,04. Une baisse de 2% de la dette nette conduit à une diminution du même ratio de 0,07.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comporte en outre des clauses de remboursement anticipé obligatoire dont notamment :

- une clause de remboursement anticipé obligatoire applicable en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société ; et
- une clause de remboursement anticipé partiel pour chaque année civile à hauteur d'un pourcentage des flux de trésorerie consolidés du Groupe diminués du service de la dette, ce pourcentage variant en fonction du niveau du Ratio de Levier (67% si le Ratio est supérieur à 3,00, 50% s'il est compris entre 2,50 et 3,00 et 25% s'il est inférieur à 2,50).

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend également certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment les engagements suivants :

- obligation de maintenir certaines autorisations ;
- restrictions relatives à l'octroi de sûretés ;
- restrictions relatives à la réalisation de fusions, scissions ou autre restructurations ;
- engagement de ne pas changer la nature générale des activités de la Société et du Groupe par rapport à leur activité à la date de conclusion du contrat de crédit syndiqué ;
- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par les filiales de la Société ; et
- interdiction pour la Société de réaliser des distributions de dividendes, amortissements et réductions de son capital et autres distributions en numéraire relatives à son capital tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,00.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend enfin des clauses de défaut usuelles (notamment en cas de défaut de paiement, de non-respect des covenants financiers ou des engagements de la Société (dont les engagements visés ci-dessus), de défaut croisé et d'ouverture d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises) permettant aux prêteurs de déclarer la déchéance du terme des crédits qu'ils ont consenti à la Société et d'annuler leurs engagements au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

L'emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros visé ci-dessus a été émis par l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA (qui n'est pas une entité affiliée de la Société) et ses produits ont été utilisés par cette dernière pour financer la mise à disposition de la Société d'une Tranche C1 au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

La clause de remboursement anticipé obligatoire du contrat de crédit syndiqué de la Société en cas de changement de contrôle n'est pas applicable à la Tranche C1. En cas de changement de contrôle de la Société, la Société devra payer à PagesJaunes Finance & Co SCA (qui est le seul prêteur au

titre de la Tranche C1) un montant au titre de la Tranche C1 tel qu'il permettra à PagesJaunes Finance & Co SCA de racheter aux obligataires qui le souhaitent leurs obligations au titre de l'emprunt obligataire susvisé.

Par ailleurs, PagesJaunes Finance & Co SCA et la Société ont conclu un accord séparé prévoyant notamment certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment des engagements relatifs aux mêmes sujets que ceux prévus par le contrat de crédit syndiqué de la Société visés ci-dessus et les engagements suivants :

- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par la Société et ses filiales ; et
- interdiction de réaliser certains paiements notamment au titre notamment de distributions de dividendes, d'acquisitions et de l'octroi de prêts.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge.

Au 31 décembre 2015, la dette bancaire se décompose de la manière suivante :

- Tranche A7 au nominal de 798,8 millions d'euros (dont 15,2 millions d'euros de cash sweep) : maturité mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020 (sous condition de refinancement de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros avant mars 2018), remboursable *in fine* sous déduction des remboursements partiels décrits ci-dessus, marge de 400 bps si le Ratio de Levier est supérieur à 3,00 (325 bps si le Ratio est compris entre 2,50 et 3,00 et, 250 bps s'il est inférieur à 2,50) ;
- Ligne de crédit revolving RCF 3 non tirée : au nominal de 49,2 millions d'euros au 31 décembre 2015, amortissable de 2,7 millions d'euros à chaque trimestre et une maturité finale mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020, même marge que la tranche A7.

La société a procédé au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre à un rachat partiel de sa dette bancaire pour une valeur nominale de 15 millions d'euros. Cette quote-part de dette a été annulée.

### **Emprunt obligataire**

Par ailleurs, SoLocal Group dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1<sup>er</sup> juin 2018.

### **Compléments de prix sur acquisition de titres**

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2014 et 2015, des compléments de prix pourraient être versés en 2016, 2017 et 2018 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 31 décembre 2015, ils ont été estimés à 2,8 millions d'euros.

### **Autres dettes financières**

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par SoLocal Group.

## **Note 27 - Produits constatés d'avance**

---

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des produits sur ventes d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

## Note 28 – Instruments financiers

### 28.1 - Instruments financiers inscrits au bilan

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					Autres
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture (Juste valeur par capitaux propres)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	
Actifs disponibles à la vente	179	-	-	179	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	4 097	-	-	-	4 097	-	-
Créances clients nettes	352 623	-	-	-	352 623	-	-
Autres actifs financiers courants	12 866	12 866	-	-	-	-	-
Equivalents de trésorerie	36 602	36 602	-	-	-	-	-
Trésorerie	17 093	17 093	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers</b>	<b>423 460</b>	<b>66 561</b>	-	<b>179</b>	<b>356 720</b>	-	-
Dettes financières et dérivés non courants	1 118 265	2 399	-	-	-	1 115 866	-
Découverts bancaires et autres emprunts courants	21 907	360	-	-	-	21 547	-
Intérêts courus non échus	4 061	-	-	-	-	4 061	-
Dettes fournisseurs	95 391	-	-	-	-	95 391	-
<b>Passifs financiers</b>	<b>1 239 624</b>	<b>2 759</b>	-	-	-	<b>1 236 865</b>	-

Les dérivés de couverture comptabilisés en juste valeur par capitaux propres sont détaillés en note 16.

Au 31 décembre 2015, la juste valeur des emprunts bancaire et obligataire représente un montant de 765,3 millions d'euros contre une valeur comptable de 1 148,8 millions d'euros :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cotation au 31/12/2015	Valeur de marché
Emprunt bancaire - facilité A7	798 805	63,6%	508 040
Emprunt obligataire PagesJaunes Finance & Co SCA	350 000	73,5%	257 254
<b>Sous-total emprunts</b>	<b>1 148 805</b>	<b>66,6%</b>	<b>765 293</b>
Autres dettes dont frais d'émission d'emprunts	(11 392)	-	(11 392)
<b>Dettes financières et dérivés non courants</b>	<b>1 137 413</b>	<b>66,3%</b>	<b>753 901</b>

Le Groupe a classé les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs est composée des niveaux suivants:

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ; et
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables)

Durant l'exercice 2015, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs, ni de transfert vers ou depuis le niveau 3.



## 28.2 - Effet en résultat des instruments financiers

(en milliers d'euros)	Effet en résultat	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					Autres
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	
Produits d'intérêt	1 923	1 923	-	-	-	-	-
Charges d'intérêt	(83 701)	2 742	-	-	-	(86 443)	-
<b>Gains nets / (pertes nettes)</b>	<b>(81 778)</b>	<b>4 665</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(86 443)</b>	<b>-</b>
Coût de désactualisation	(1 834)						
<b>Résultat financier</b> (cf. note 8)	<b>(83 612)</b>						

## Note 29 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital

Le Groupe a pour objectif d'optimiser sa structure financière, dont le principal critère d'appréciation est le levier financier (ratio d'endettement net sur la marge brute opérationnelle), afin de réduire le coût de son capital tout en conservant une flexibilité financière lui permettant de respecter son plan de développement.

Les deux principaux objectifs de la gestion financière sont les suivants :

- SoLocal Group, et le Groupe SoLocal au niveau consolidé, sont emprunteurs nets, et dans ce cadre, le premier objectif de SoLocal Group est de sécuriser et ainsi de limiter le coût de la dette ;
- En raison d'une part de la génération d'un cash flow important au rythme du cycle de prospection commerciale, et, d'autre part, du paiement des intérêts sur sa dette selon une périodicité différente, le Groupe SoLocal dégage des excédents de trésorerie, et peut se trouver en situation d'excédent de trésorerie de manière temporaire. Ces excédents n'ayant pas vocation à être durables, l'objectif du Groupe est de les placer au meilleur taux d'intérêt dans le cadre d'une prise de risque très limitée.

Le Groupe veille également au respect des engagements inscrits dans ses documentations bancaire et obligataire qui prévoient certaines clauses de défaut et d'exigibilité anticipée. Ces clauses sont notamment liées au respect de *covenants* opérationnels et financiers tels que le niveau minimum de couverture de la charge nette consolidée d'intérêts par l'EBITDA consolidé et le levier maximum, mesuré par le rapport entre la dette nette consolidée et l'EBITDA consolidé. A noter que l'EBITDA utilisé pour les calculs de ces *covenants* bancaires diffère de celui utilisé dans les présents états financiers.

Le Groupe se fixe pour objectif de réduire son levier financier. Au 31 décembre 2015, ce levier s'établit à 3,79 fois l'EBITDA, niveau inférieur au maximum de 4,00 fois fixé par la documentation bancaire.

Le pilotage de la société reste néanmoins contraint par ses *covenants* bancaires ; C'est pourquoi, le Groupe continue d'explorer toutes les options de refinancement, et les perspectives 2016 dépendront de l'orientation retenue.

Compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.

### Risque de taux de change

SoLocal Group estime que le risque de change n'est pas significatif en ce qui concerne son activité, dans la mesure où celle-ci s'exerce essentiellement en zone euro.

## Risque de taux d'intérêt

SoLocal Group est exposé au risque de variation des taux d'intérêt dans la mesure où l'intégralité de la dette bancaire est à taux variable. Dans un environnement de taux bas, le Groupe estime qu'il n'est pas dans son intérêt de se couvrir contre ce risque de taux à court terme.

Les principales caractéristiques de la dette bancaire du Groupe figurent en note 26 (Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net), et celles des instruments utilisés pour la couverture de taux d'intérêt en note 16 (Instruments financiers dérivés – actifs non courants).

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2015	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Taux variable				
Emprunt bancaire	(798,8)	(16,8)	(782,0)	-
Lignes de crédit revolving	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires	53,3	53,3	-	-
<b>Actif / (passif) à taux variable avant couverture</b>	<b>(745,5)</b>	<b>36,5</b>	<b>(782,0)</b>	<b>-</b>
Couvertures actives (hors forwards)	-	-	-	-
<b>Actif / (passif) à taux variable après couverture</b>	<b>(745,5)</b>			
Taux fixe				
Emprunt obligataire	(350,0)	-	(350,0)	-
<b>Actif / (passif) à taux fixe avant couverture</b>	<b>(350,0)</b>	<b>-</b>	<b>(350,0)</b>	<b>-</b>
Couvertures actives (hors forwards)	-	-	-	-
<b>Actif / (passif) à taux fixe après couverture</b>	<b>(350,0)</b>			
Autres éléments non exposés aux taux *	4,9			
<b>Endettement net</b>	<b>(1 090,5)</b>			

\* frais d'émission d'emprunts, intérêts courus non échus, complément de prix sur acquisition de titres, emprunt Efilab, compte courant PJ Outremer, préfinancement du CICE

SoLocal Group estime qu'une augmentation de 0,50% des taux d'intérêt à court terme par rapport à l'Euribor 3 mois constaté au 31 décembre 2015, soit -0,232%, ne devrait pas aboutir à une diminution du résultat annuel consolidé.

### Sensibilité à une hausse de 50 points de base du taux Euribor 3 mois (avant impôt)

(en millions d'euros)	Equivalents de trésorerie	Emprunts bancaires et découverts bancaires	Instruments de couverture Couverture des flux	Juste valeur	Total
Position au bilan	53,6	(805,1)	-	-	
Sensibilité en résultat	0,3	(4,0)	-	-	<b>(3,8)</b>
Sensibilité en capitaux propres	-	-	-	-	-

## Risque de liquidité

Le Groupe SoLocal a mis en place une gestion de trésorerie centralisée avec un système de cash pooling qui inclut l'ensemble de ses filiales françaises, et est organisé autour d'un pivot SoLocal Group. Cette méthode de gestion des liquidités associée à un système de reporting interne permet au Groupe d'anticiper et d'estimer les flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles de ses différentes filiales, et ainsi d'optimiser le tirage sur ses lignes de crédit en cas de besoin de trésorerie, et les placements en cas d'excédent de trésorerie.

Sur la base des maturités des passifs financiers au 31 décembre 2015, les décaissements prévisionnels sur les périodes à venir, calculés sur la base de la courbe de taux forward constatée au 31 décembre 2015, sont les suivants :

**Tableau de maturité des passifs financiers - sensibilité au risque de liquidité**

(en millions d'euros)	Valeur au bilan		2016		2017		2018	
	Actif	Passif	Intérêts	Rembour.	Intérêts	Rembour. (hors cash sweep)	Intérêts	Rembour. (hors cash sweep)
<b>Passifs financiers</b>		<b>(1 161,9)</b>	<b>(58,9)</b>	<b>(23,5)</b>	<b>(55,2)</b>	<b>(2,4)</b>	<b>(18,4)</b>	<b>(1 132,0)</b>
Emprunt bancaire A7	-	(798,8)	(23,8)	(16,8)	(24,1)	-	(5,3)	(782,0)
Emprunt obligataire	-	(350,0)	(31,1)	-	(31,1)	-	(13,0)	(350,0)
Découverts bancaires	-	(0,4)	-	(0,4)	-	-	-	-
Intérêts courus non échus	-	(4,1)	(4,1)	-	-	-	-	-
Complément de prix sur acquisition de titres	-	(2,8)	-	(0,4)	-	(2,4)	-	-
Autres dettes financières	-	(5,9)	-	(5,9)	-	-	-	-
<b>Couvertures du risque de taux</b>								
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux forward (Euribor 3 mois)			-0,27%		-0,23%		0,05%	

### Risque de crédit

SoLocal Group généralement est exposé au risque de crédit, essentiellement, dans le cadre de ses placements, et de ses instruments de couvertures de taux. SoLocal Group limite le risque de crédit en sélectionnant des contreparties disposant majoritairement d'une notation long terme supérieure à AA- (Standard & Poor's et/ou Fitch IBCA) et Aa3 (Moody's). Au 31 décembre 2015, l'exposition de SoLocal Group était de 36,6 millions d'euros au titre de ses opérations de placement (cf. note 26 - équivalents de trésorerie).

La procédure de gestion des opérations financières de SoLocal Group dresse en outre une liste limitative de signatures autorisées, en dehors de laquelle l'autorisation du Directeur général est obligatoire. La documentation bancaire limite également la liste des contreparties pour les opérations de couverture de taux.

### Risque actions

SoLocal Group estime que le risque actions n'est pas significatif dans la mesure où le montant investi en actions propres notamment via le contrat de liquidité reste limité, et où le placement de ses excédents de trésorerie n'est pas exposé à un risque sur les marchés d'actions.

## Note 30 - Informations sur les parties liées

---

### 30.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration

---

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des personnes qui sont à la clôture de chaque exercice, ou qui ont été, au cours des exercices clos, membres du Conseil d'administration de SoLocal Group, du Comité de Direction de SoLocal Group. Ce périmètre comprend également les administrateurs représentant les salariés siégeant au Conseil d'administration de SoLocal Group.

En milliers d'euros	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Avantages à court terme (1)	5 503	5 031
<i>dont charges patronales</i>	1 561	1 334 <sup>(6)</sup>
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	37	71
Autres avantages à long terme (3)	1	2
Indemnités de fin de contrat (4)	-	664
Avantages sur capitaux propres (5)	495	2 941
<b>Total</b>	<b>6 036</b>	<b>8 708</b>

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires comptabilisés

(2) Pensions, retraites, autres prestations, ...

(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture)

(4) Indemnités de départ et clause de non concurrence, charges sociales incluses

(5) « Rémunérations en actions » y compris les charges sociales relatives aux attributions gratuites d'actions et de stock options

(6) Après prise en compte d'une régularisation sur le forfait social pour 81 K€

En 2015, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 0,3 million d'euros (0,4 million d'euros en 2014).

### 30.2 - Transactions avec les parties liées

---

Le Conseil d'administration de SoLocal Group, réuni le 17 mai 2009, a nommé Jean-Pierre Remy Directeur général de la société à compter du 25 mai 2009. Jean-Pierre Remy ne bénéficiant d'aucun contrat de travail, le Conseil d'administration a décidé la mise en place d'une indemnité de départ, en cas de départ de la société contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie ou de sa mise en œuvre, dont le montant sera égal à sa rémunération annuelle brute forfaitaire (fixe et variable à objectifs atteints), sous réserve de la réalisation de conditions de performance

Une obligation de non-concurrence sera mise en œuvre en cas de cessation du mandat de Directeur général de Jean-Pierre Remy pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit. Cette interdiction de concurrence sera limitée à une période de 24 mois commençant le jour de la cessation effective de ses fonctions, et couvrira l'ensemble du territoire français. L'indemnité correspondante sera égale à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle

de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions.

Le cumul des deux indemnités de départ et de non-concurrence ne pourra pas excéder deux ans de rémunération, fixe et variable.

M. Christophe Pingard a été nommé Directeur général délégué par le Conseil d'administration du 26 octobre 2011. À cette occasion, SoLocal Group a souscrit à son égard les engagements suivants.

Christophe Pingard ne bénéficiant d'aucun contrat de travail, le Conseil d'administration a décidé la mise en place d'une indemnité de départ, en cas de départ de la Société contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie ou de sa mise en œuvre (et ce quelle que soit la forme du départ : révocation, non-renouvellement ou démission), sous condition du respect de condition de performance. Le montant de cette indemnité sera égal à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions.

Une obligation de non-concurrence sera mise en œuvre en cas de cessation du mandat de Directeur général délégué de Christophe Pingard pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit. Cette interdiction de concurrence sera limitée à une période de 24 mois commençant le jour de la cessation effective de ses fonctions, et couvrira l'ensemble du territoire français. L'indemnité correspondante sera égale, sur la base d'une période de non-concurrence de 24 mois, à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions. La Société pourra lors de la cessation de fonctions renoncer au bénéfice de l'engagement de concurrence (auquel cas elle ne sera pas tenue au versement de l'indemnité correspondante).

Les emprunts bancaire et obligataire sont indirectement garantis par un nantissement portant sur les titres de l'entité PagesJaunes SA détenus par SoLocal Group.

## Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2015				2014
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
<b>Contrats de location simple</b>	<b>152 406</b>	<b>27 267</b>	<b>62 320</b>	<b>62 819</b>	<b>151 715</b>
Papier, impression, distribution <sup>(1)</sup>	1 629	1 629	-	-	2 195
Autres prestations	6 356	5 552	804	-	8 654
<b>Engagements d'achats de biens et services</b>	<b>7 985</b>	<b>7 181</b>	<b>804</b>	-	<b>10 849</b>
<b>Total</b>	<b>160 391</b>	<b>34 448</b>	<b>63 124</b>	<b>62 819</b>	<b>162 564</b>

(1) voir détail tableau ci-dessous

La rubrique « Autres prestations » inclut toutes les commandes fermes passées au 31 décembre 2015 sur des biens et services livrables à partir de 2016.

### Contrats de location

PagesJaunes a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des six prochaines années.

La direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 18,1 millions d'euros en 2015 (18,3 millions d'euros en 2014).

En 2014 et 2015, SoLocal Group a souscrit des contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement signés auprès de deux investisseurs distincts, des locaux situés dans les tours d'un ensemble immobilier en cours de réhabilitation dénommé Citylights, situé à Boulogne Billancourt.

Les baux en l'état futur d'achèvement ont irrévocablement été signés pour une durée ferme de 10 ans, Solocal Group ayant renoncé à sa faculté de résiliation triennale jusqu'à l'issue de la durée ferme des baux. La date prévisionnelle de prise d'effet des baux est fixée au 9 mai 2016, pour une date d'expiration de chacun des baux fixée au 8 mai 2026.

Les locaux pris à bail représentent une surface de 35.702 m<sup>2</sup>, pour un engagement total au titre de ces contrats de 126 millions d'euros (hors charges et indexation des loyers).

Des garanties bancaires autonomes à première demande d'un montant représentant chacune 12 mois de loyer TTC ont, par ailleurs, été émises au profit des bailleurs afin de prémunir ces derniers d'un éventuel défaut de présentation de SoLocal Group à la date de prise d'effet du bail. Ces garanties ont été consenties pour une période venant à expiration le 31 octobre 2016 et ont donné lieu au versement d'un cash collatéral de 9 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, l'engagement pour le Groupe, au titre de l'ensemble des contrats de location, est de 152,4 millions d'euros dont 27,3 millions d'euros à moins d'un an.

## Engagements d'achats de biens et services

### Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité de fabrication et diffusion d'annuaires imprimés, les entités du Groupe sont amenées à conclure avec leurs fournisseurs de papier, leurs imprimeurs et leurs distributeurs, des contrats qui peuvent être annuels ou pluriannuels.

Un contrat a été conclu avec un imprimeur exclusif couvrant les éditions des années 2014 à 2016. Ce contrat ne prévoit aucun engagement de volume.

Depuis le 1er janvier 2015, des contrats annuels sont conclus avec deux papetiers fixant les conditions tarifaires d'approvisionnement par l'imprimeur du papier annuaire. Pour 2015, l'engagement de volume est de 16 000 tonnes.

L'imprimeur assurera son approvisionnement et ses achats de papier suivant ces conditions.

Seules les commandes fermes passées au 31 décembre 2015, tant auprès des fournisseurs de papier que des imprimeurs et des distributeurs, sont ainsi constatés en engagements hors bilan à cette date, pour un montant total de 1.6 millions d'euros, détaillé dans le tableau ci-après :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2015				2014
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Papier	1 286	1 286	-	-	1 079
Impression	343	343	-	-	359
Distribution	-	-	-	-	757
<b>Total</b>	<b>1 629</b>	<b>1 629</b>	-	-	<b>2 195</b>

### Autres engagements donnés

Les emprunts bancaire et obligataire sont indirectement garantis par un nantissement portant sur les titres de l'entité PagesJaunes SA détenus par SoLocal Group.

### Autres engagements reçus

SoLocal Group dispose d'une ligne de crédit revolving de 49,2 millions d'euros destinée à couvrir les besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe émanant de ses activités opérationnelles. Cette ligne n'était pas tirée au 31 décembre 2015.

Les autres engagements hors bilan reçus significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	Total	2015			2014
		Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Contrats de location simple – bailleur	23	23		-	165
Autres prestations	2 433	2 077	356	-	3 872
<b>Total</b>	<b>2 456</b>	<b>2 100</b>	<b>356</b>	<b>-</b>	<b>4 037</b>

### Entités ad hoc

En 2011, SoLocal Group a émis, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA dédiée à cette opération, un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros (cf. note 26). Cette entité ad hoc est consolidée par intégration globale.

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants.

Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

## Note 32 - Litiges

Durant l'année 2013, PagesJaunes a dû procéder à une nouvelle réorganisation afin de garantir sa pérennité face à un environnement professionnel en permanente évolution et de fortes menaces concurrentielles. Un projet d'évolution du modèle et de l'organisation de PagesJaunes a été présenté aux Instances Représentatives du Personnel de l'entreprise à partir de septembre 2013. Parallèlement, la Direction a négocié avec les organisations syndicales représentatives, un accord majoritaire portant sur des mesures sociales d'accompagnement. Cet accord a été signé le 20 novembre 2013. Au terme de ces travaux avec les représentants du personnel, ce plan prévoyait une réorganisation assortie de modifications des contrats de travail de l'ensemble de la force de vente, un projet sans licenciements secs dont le solde net global est, en revanche, créateur de 48 emplois supplémentaires au sein de l'entreprise. Cet accord a fait l'objet d'une décision de validation par la DIRECCTE le 2 janvier 2014.

311 salariés ayant refusé la modification de leur contrat de travail liée à cette réorganisation, 280 d'entre eux ont été licenciés. Un salarié de l'entreprise a décidé de contester la décision de validation de l'accord collectif comportant les mesures du plan de sauvegarde de l'emploi devant les juridictions administratives. Dans un premier temps, son recours a été rejeté par le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un jugement en date du 22 mai 2014. Puis, par un arrêt du 22 octobre 2014, la Cour Administrative d'Appel de Versailles a annulé le jugement précité, ainsi que la décision de l'autorité administrative portant validation de l'accord conclu le 20 novembre 2013. La société PagesJaunes et le Ministre du Travail ont formé un pourvoi contre cet arrêt devant le Conseil d'Etat. Le 22 juillet 2015, la Haute Autorité a rejeté ce pourvoi, et confirmé la décision de la Cour Administrative de Versailles, annulant ainsi définitivement la décision administrative initiale de validation. La motivation retenue par la Cour d'Appel de Versailles, confirmée par le Conseil d'Etat, porte sur le caractère majoritaire de l'accord du 20 novembre 2013, ces juges ayant retenu que le signataire de cet accord au nom du syndicat FORCE OUVRIERE ne disposait pas, à cette date, d'un mandat de délégué syndical central, en l'absence de désignation écrite par son syndicat postérieurement aux dernières élections professionnelles.

A ce jour, 3 procédures devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise en annulation des décisions d'autorisations de licenciement sont en cours. PagesJaunes a, par ailleurs, introduit un recours judiciaire devant ce même tribunal contre une décision de refus d'autorisation sur recours hiérarchique introduit par une autre salariée. 191 procédures judiciaires ont été introduites devant les juridictions prud'homales (dont 26 procédures de référé, incluant 20 en appel) par des salariés se prévalant des conséquences de l'annulation de la décision administrative de validation de l'accord collectif relatif au plan de sauvegarde de l'emploi par la CAA de Versailles, qui leur permet, en l'état des textes de loi, de revendiquer des demandes indemnitaires sur le fondement des articles L.1235-10, -11 et -16 du Code du travail. A ce jour, un appel de référé est en cours devant la Cour d'appel de Rennes concernant une demande de provision sur dommages et intérêts, demande fondée sur les conséquences de l'annulation de la décision administrative validant le plan de sauvegarde de l'emploi (ces salariés ont été déboutés de leurs demandes en 1ère instance).

Dans le cadre de ces procédures judiciaires, PagesJaunes soulève une question prioritaire de constitutionalité (QPC) concernant l'article L.1235-16 du Code du travail, pour atteinte à la liberté d'entreprendre, atteinte au principe d'égalité et mise en évidence que l'objectif constitutionnel d'accessibilité et d'éligibilité de la loi n'est pas atteint. PagesJaunes forme ainsi une demande de sursis à statuer sur le fond dans l'attente de la décision sur la transmission de cette question prioritaire à la Cour de cassation dans un premier temps, et le cas échéant, au Conseil Constitutionnel dans un second temps. L'issue de ces procédures est en effet susceptible d'impacter l'ensemble des contentieux engagés par les salariés dans le cadre du PSE.

Le Conseil de Prud'hommes de TROYES a décidé le 13 janvier 2016 de renvoyer cette QPC à la Cour de cassation. Cette décision va avoir un effet direct sur les contentieux en cours pour lesquels la QPC a déjà été soulevée, mais n'a pas encore été plaidée et sur ceux pour lesquels la QPC n'a pas encore été soulevée mais pouvait l'être (dossiers pour lesquels les demandeurs se fondent principalement ou subsidiairement sur l'article L1235-16 pour formuler leurs demandes indemnitaires, mais pour lesquels l'état d'avancement de la mise en état n'a pas encore permis de soulever la QPC). Dans le cadre de ces différentes instances, nous serons fondés à solliciter un sursis à statuer sur le fond, dans l'attente de la décision de la Cour de Cassation et le cas échéant du Conseil Constitutionnel sur notre question.

PagesJaunes va donc solliciter un sursis à statuer dans l'ensemble des litiges pour lesquels les demandeurs se fondent sur l'article L1235-16, dans l'attente de la décision de la Cour de Cassation, qui doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la réception de la QPC – laquelle est prévue dans un délai de huit jours selon le CPH de TROYES. Ce sursis à statuer ne s'impose pas de façon automatique, puisqu'il s'agit d'une faculté offerte au juge, qui a toujours la faculté de statuer sur la transmission de la QPC s'il le souhaite.

La Cour d'Appel de Rennes, dans le cadre des plaidoiries au « fond » des référés le 18 janvier 2016, n'a pas souhaité sursoir à statuer et renvoyer l'examen du dossier à une date ultérieure. La Cour rendra sa décision le 9 mars prochain.

Enfin, demeurent un certain nombre de litige pour lesquels les demandeurs sollicitent la nullité de leur licenciement en application de l'article L1235-10 et L1235-11 du code du travail, sans évoquer, même titre subsidiaire, l'application de l'article L1235-16 du code du travail. Pour ces litiges, la transmission de la QPC est sans effet.

## Note 33 - Informations sur les activités poursuivies et désengagées, au 31 décembre 2015

---

Dans le cadre de sa communication financière relative 1<sup>er</sup> trimestre 2015 rendue publique le 28 avril, et plus récemment dans un communiqué de presse en date du 19 octobre 2015, le Groupe a annoncé son désengagement d'un certain nombre d'activités non rentables et non en croissance (« activités désengagées ») :

- Horyzon Media : activité de régie publicitaire pour des médias tiers commercialisant auprès d'annonceurs nationaux les espaces publicitaires de sites Internet grand public,
- Horyzon Media Worldwide : activité de régie publicitaire en Espagne,
- Sotravo : demande de devis en ligne et services de mise en relation transactionnels entre des consommateurs et des artisans,
- ZoomOn : média social local sur Facebook offrant des contenus hyperlocaux et thématiques,



- Lookingo/Smartprivé : vente flash en ligne d'offres quotidiennes dans divers domaines (bien-être, gastronomie, divertissement, les voyages ou les produits « plaisir » du quotidien).

Les comptes publiés par le Groupe au 31 décembre 2015 se décomposent comme suit :  
Consolidé, Activités poursuivies, Activités désengagées.

(Montants en milliers d'euros,  
excepté les données relatives aux actions)

Période close le 31 décembre 2015

Période close le 31 décembre 2014

	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	
			Récurrent	Exceptionnel			Récurrent	Exceptionnel
Chiffre d'affaires	877 959	5 317	872 642	-	936 193	14 589	921 604	-
Charges externes nettes	(217 051)	(8 818)	(208 232)	-	(230 564)	(15 938)	(214 626)	-
Frais de personnel	(400 051)	(5 966)	(394 085)	-	(404 526)	(8 270)	(396 256)	-
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>260 858</b>	<b>(9 467)</b>	<b>270 325</b>	-	<b>301 103</b>	<b>(9 619)</b>	<b>310 722</b>	-
Elements exceptionnels	(49 730)	(630)	-	(49 100)	(34 221)	40	-	(34 261)
<b>EBITDA</b>	<b>211 128</b>	<b>(10 097)</b>	<b>270 325</b>	<b>(49 100)</b>	<b>266 882</b>	<b>(9 579)</b>	<b>310 722</b>	<b>(34 261)</b>
Dépréciations et amortissements	(68 325)	(16 166)	(52 159)	-	(52 685)	(5 534)	(47 151)	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>142 803</b>	<b>(26 263)</b>	<b>218 166</b>	<b>(49 100)</b>	<b>214 197</b>	<b>(15 113)</b>	<b>263 571</b>	<b>(34 261)</b>
Produits financiers	1 923	-	1 923	-	1 580	-	1 580	-
Charges financières	(85 535)	(2)	(85 533)	-	(99 704)	(15)	(99 689)	-
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(83 612)</b>	<b>(2)</b>	<b>(83 610)</b>	-	<b>(98 124)</b>	<b>(15)</b>	<b>(98 109)</b>	-
Quote-part de résultat des entreprises associées	107	-	107	-	(6)	-	(6)	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>59 298</b>	<b>(26 265)</b>	<b>134 663</b>	<b>(49 100)</b>	<b>116 067</b>	<b>(15 128)</b>	<b>165 456</b>	<b>(34 261)</b>
Impôt sur les sociétés	(32 649)	10 386	(62 103)	19 068	(56 772)	1 681	(71 472)	13 019
Taux d'impôt effectif hors MEE	-55,2%	-39,5%	-46,2%	-38,8%	-48,9%	-11,1%	-43,2%	-38,0%
<b>Résultat de la période</b>	<b>26 649</b>	<b>(15 879)</b>	<b>72 560</b>	<b>(30 032)</b>	<b>59 295</b>	<b>(13 447)</b>	<b>93 983</b>	<b>(21 242)</b>
	-55,1%	18,1%						
Résultat de la période attribuable aux :								
- Actionnaires de Solocal Group	26 639	(15 879)	72 550	(30 032)	59 286	(13 447)	93 974	(21 242)
- Participation ne donnant pas le contrôle	10	-	10	-	9	-	9	-

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 31 décembre 2015			Période close le 31 décembre 2014		
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>260 858</b>	<b>(9 467)</b>	<b>270 325</b>	<b>301 103</b>	<b>(9 619)</b>	<b>310 722</b>
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA (dont part non cash rém. en actions)	9 703	(48)	9 751	11 463	87	11 376
Variation du besoin en fonds de roulement	(7 760)	2 787	(10 547)	(35 477)	2 041	(37 518)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(76 075)	(543)	(75 532)	(69 541)	(1 604)	(67 937)
<b>Cash flow opérationnel récurrent</b>	<b>186 726</b>	<b>(7 271)</b>	<b>193 997</b>	<b>207 548</b>	<b>(9 095)</b>	<b>216 643</b>
<i>en % de l'EBITDA récurrent (taux de transformation)</i>	<i>71,6%</i>		<i>68,6%</i>	<i>68,9%</i>		<i>65,7%</i>
Résultat financier (dé)encaissé	(79 440)	(1)	(79 439)	(86 147)	(1)	(86 146)
Coût des restructurations	(28 955)	(1 084)	(27 871)	(25 044)	-	(25 044)
Impôt sur les sociétés décaissé	(20 024)	(104)	(19 920)	(58 473)	(24)	(58 449)
<b>Cash flow net</b>	<b>58 306</b>	<b>(8 460)</b>	<b>66 766</b>	<b>37 884</b>	<b>(9 120)</b>	<b>47 004</b>
Augmentation (diminution) des emprunts	(33 777)			(475 902)		
Augmentation de capital nette de frais	2 411			422 639		
Autres	(17 188)					
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>9 752</b>			<b>(29 501)</b>		
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	43 578			73 079		
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>53 330</b>			<b>43 578</b>		

## Note 34 - Honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	Deloitte et Associés				Ernst & Young			
	Montant		En % des honoraires		Montant		En % des honoraires	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
<b>Audit</b>								
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>386</b>	<b>407</b>	<b>83%</b>	<b>76%</b>	<b>393</b>	<b>500</b>	<b>79%</b>	<b>72%</b>
- Dont Solocal Group	133	133	29%	25%	133	133	27%	19%
- Dont filiales intégrées globalement	253	273	55%	51%	259	366	52%	53%
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes</b>	<b>77</b>	<b>129</b>	<b>17%</b>	<b>24%</b>	<b>104</b>	<b>191</b>	<b>21%</b>	<b>28%</b>
- Dont Solocal Group	77	129	17%	24%	96	153	19%	22%
- Dont filiales intégrées globalement	-	-	0%	0%	8	38	2%	6%
<b>Sous-total</b>	<b>463</b>	<b>535</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>497</b>	<b>691</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>463</b>	<b>535</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>497</b>	<b>691</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Note 35 - Périmètre de consolidation

Entités	Pays	Au 31 décembre 2015		Au 31 décembre 2014	
		Intérêt	Contrôle	Intérêt	Contrôle
<b>Sociétés consolidées par intégration globale</b>					
SoLocal Group (consolidante)	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes	France	100%	100%	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%	100%	100%
Optimizaclick	Espagne	100%	100%	100%	100%
Trazada	Espagne	100%	100%	100%	100%
Euro Directory	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
PJMS	France	100%	100%	100%	100%
Mappy	France	100%	100%	100%	100%
Retail Explorer	France	100%	100%	100%	100%
Leadformance	France	100%	100%	100%	100%
Net Vendeur	France	100%	100%	100%	100%
Digital To Store	Royaume Uni	100%	100%	100%	100%
Horyzon Média (1)	France	-	-	100%	100%
Horyzon Worldwide	Espagne	100%	100%	100%	100%
Yelster Digital	Autriche	100%	100%	100%	100%
Sotravo (2)	France	-	-	100%	100%
ClicRDV	France	100%	100%	100%	100%
Fine Media	France	100%	100%	100%	100%
Chronoresto (CD&Co)	France	100%	100%	100%	100%
Orbit Interactive	Maroc	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes Finance & Co	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
Effilab (3)	France	100%	100%	-	-
<b>Sociétés consolidées par mise en équivalence</b>					
Editus (4)	Luxembourg	-	-	10%	10%

(1) cession le 16 octobre 2015

(2) cession le 31 décembre 2015

(3) acquisition le 23 décembre 2015

(4) cession le 15 juin 2015

## Note 36 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant